

**PRÉVENTION
ET RÉDUCTION
DES RISQUES**

RAPPORT D'ACTIVITÉ 2024

| Edito

L'innovation a toujours été au cœur des projets initiés par Entr'Actes depuis sa création. Elle est le fruit d'une attention particulière portée par l'équipe en direction des publics jeunes et adultes, usager·e·s ou non de produits psychoactifs.

Plus récemment, cette attention s'est tournée vers les besoins des professionnel·le·s confronté·e·s à la prostitution des mineur·e·s par la création de modules de formation.

Parallèlement, la prévention primaire des conduites prostitutionnelles chez les collégien·ne·s et les adolescent·e·s confié·e·s aux MECS¹ est devenue une priorité pour le pôle mineurs du service. L'année 2024 confirme les attentes concernant ces publics, en témoigne l'intérêt croissant pour les formations que nous organisons tout autant que les interventions de prévention menées auprès des plus jeunes.

Dans cette dynamique d'adaptation aux réalités du terrain et aux besoins spécifiques des publics accompagnés, Entr'Actes poursuit son engagement auprès des personnes majeures fréquentant le service.

En effet, alors que les actions en direction des mineur·e·s se consolident et s'étendent, l'accompagnement des usagers de drogue adultes connaît également une évolution significative

S'agissant des personnes majeures fréquentant Entr'Actes, on note une lente mais constante progression des usagers de drogue. Ils représentent aujourd'hui 60 % de la file active contre 56 % en 2022 et 58% en 2023. Si ce constat doit être corrélé à l'expansion des usages de crack dans la métropole lilloise, il n'en constitue pas moins un défi au regard de la complexité des prises en charge de ces consommateurs pour lesquels il n'existe aucun traitement de substitution, contrairement aux opiacés. C'est avec la réactivité qui caractérise le service, que dès le début de l'année 2024, Entr'Actes a mis en place des temps d'accueil supplémentaires dédiés à ce public. Ainsi des « petits déjeuners » hebdomadaires sont organisés avec pour objectif de pallier les besoins primaires du public tout en travaillant à l'émergence d'un projet aussi modeste soit-il.

Entr'Actes reste déterminé à innover pour répondre aux besoins des publics accompagnés, qu'il s'agisse de prévention ou d'accompagnement. Cependant, dans un contexte financier incertain, poursuivre cette dynamique représente un véritable défi.

Vincent DUBAELE,
Directeur du service Entr'Actes

¹ - Maisons d'Enfants à Caractère Social.

Sommaire

Edito	02
01. Présentation d'Entr'Actes	
1. Équipe, principes et objectifs.....	04
2. Fonctionnement.....	06
3. Fréquentation générale 2024	10
02. Activité du CAARUD	
1. Missions, objectifs et principes.....	11
2. Chiffres clés	12
5. Médiation sociale	16
6. Partenaires	17
03. Pôle santé	
1. Objectifs.....	18
2. Permanence médicale	18
3. Permanence infirmière	19
4. Permanence gynécologique	21
5. Activités complémentaires	23
6. Partenaires.....	24
04. Accès aux droits	
1. Objectifs.....	25
2. Chiffres	25
3. Parcours de sortie de la prostitution	27
4. Partenaires	29
05. Entr'Actes 2.0	
1. L'activité sur Internet.....	30
2. Les réseaux sociaux	36
06. Prostitution des mineur-e-s	
1. L'action « Entr'Actes en mode mineur »	38
2. Données chiffrées.....	39
3. Partenariats.....	45
07. Formation et sensibilisation	
1. Formation et développement des compétences	46
2. Sensibilisation.....	47
3. Les rencontres partenaires.....	47
4. Les animations scolaires	48
08. Plan d'amélioration continue de la qualité	49
Conclusion	50

01. PRÉSENTATION

1. Notre équipe, nos principes, nos objectifs

Entr'Actes, qu'est-ce que c'est ?

→ Un service qui mène une **action de type santé communautaire avec et pour les travailleur-se-s du sexe**, qui veille à prévenir les dommages et éviter l'aggravation des conséquences liées à l'activité prostitutionnelle et à l'usage de drogues.

→ Il s'agit d'une démarche pragmatique de **Réduction des risques et des dommages (RDRD)**, qui vise à soutenir les personnes les plus fragilisées et à trouver avec elles des solutions adaptées à leurs pratiques afin de réduire les risques de contamination et/ou de transmission d'agents pathogènes.

→ Entr'Actes est le seul **CAARUD**¹ en France à être exclusivement réservé à ce public.

→ Dans le cadre de la Protection de l'enfance, Entr'Actes accompagne les **mineurs victimes de prostitution**. Le service prévient les risques associés à la prostitution et/ou à l'usage de drogue pour ce jeune public, et travaille à un parcours de vie hors prostitution.

Nos principes

Libre adhésion

Non jugement

Anonymat

Innovation

Travail en partenariat

Souplesse d'intervention

Accueil à bas seuil d'exigence

Nos objectifs

- Prévenir et lutter contre les IST², le VIH³, les hépatites.
- Prévenir et réduire les risques liés entre autres aux pratiques sexuelles tarifées et à l'usage de drogues.
- Prévenir les grossesses non désirées.
- Proposer des conditions favorables aux accompagnements sociaux et/ou médicaux pour les travailleur-se-s du sexe qui le souhaitent.
- Favoriser l'accès au droit commun en matière de santé, de justice, de logement, etc.
- Limiter l'ancrage des mineurs et jeunes majeurs dans la prostitution.
- Accompagner les sorties de parcours prostitutionnels.

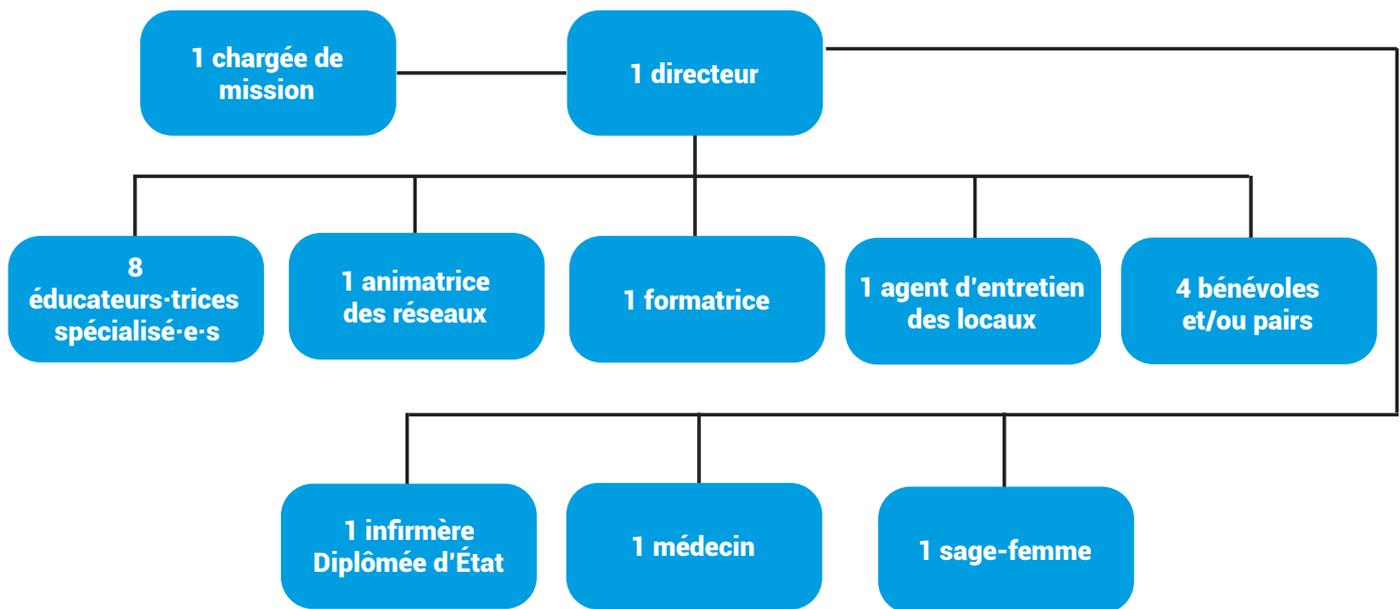


1 - Centre d'Accueil et d'Accompagnement à la Réduction des risques pour Usagers de Drogues

2 - Infections Sexuellement Transmissibles

3 - Virus de l'immunodéficience humaine

Notre équipe



FOCUS

Mouvement du personnel en 2024

L'année 2024 a été marquée par plusieurs évolutions au sein de l'équipe d'Entr'Actes.

Après vingt années d'engagement en tant qu'éducatrice spécialisée, **Nathalie Mazurelle** a quitté le service. Son investissement indéfectible auprès des travailleur-euse-s du sexe, son professionnalisme et son humanité ont profondément marqué l'équipe et les bénéficiaires du service. Nous lui adressons nos plus sincères remerciements pour toutes ces années de travail et de dévouement.

Nous tenons également à remercier **Aurélié Bonte**, qui a quitté Entr'Actes en septembre 2024 après plusieurs années d'implication au sein de l'équipe. Son engagement et son dynamisme ont été précieux pour le service et les personnes accompagnées.

Nous leur souhaitons à toutes les deux une belle continuation dans leurs projets respectifs.

En septembre 2024, **Julian Dequesne** a rejoint le service en tant qu'éducateur spécialisé. Julian n'est pas un inconnu pour Entr'Actes, puisqu'il avait déjà intégré l'équipe dans le cadre de son stage. Nous sommes ravis de l'accueillir et de poursuivre avec lui le travail engagé auprès des mineur-e-s victimes de prostitution.

2. Notre fonctionnement

Nos modes d'intervention

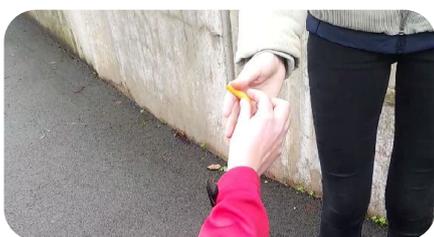
► L'Antenne Mobile



Elle sillonne le territoire prostitutionnel : **mardi et jeudi de 18h à 2h et le vendredi de 17h à 1h.**

Elle peut être utilisée occasionnellement pour mener des actions spécifiques, comme les dépistages VIH-VHC en journée (TROD¹), etc.

► Le Travail de rue



Les **maraudes à pied** ont principalement lieu en amont des accueils collectifs au local, de 13h30 à 14h30, en moyenne 3 fois par semaine.

Les professionnels sont également amenés à réaliser des maraudes spontanément en cas de nécessité.

► Le Local



Le local d'accueil est ouvert au public : **mardi, jeudi et vendredi de 14h30 à 17h30.** Des entretiens éducatifs, de prévention et de réduction des risques, ainsi que des consultations infirmières s'y déroulent.

Des actions spécifiques y sont menées régulièrement (massage, atelier socio esthétique, permanence sage femme, ostheopathie).

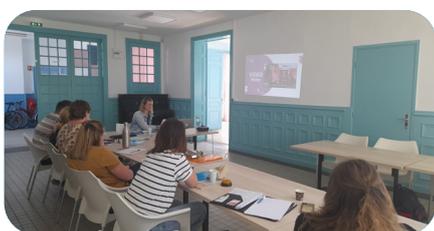
► Internet et les réseaux sociaux



Entr'Actes réalise **des maraudes virtuelles** sur les sites d'annonces et les réseaux sociaux afin de diffuser des messages de prévention et de réduction des risques, et d'entrer en contact avec de nouveaux publics.

Ce travail est réalisé par une **animatrice des réseaux sociaux**, avec l'aide d'une bénévole, associées à une éducatrice spécialisée.

► La formation et la sensibilisation



Des actions de formation ou de sensibilisation des professionnel-le-s de la Protection de l'Enfance et d'interventions auprès des adolescent-e-s des collèges sont mises en place, dans le cadre du projet «Entr'Actes en mode mineur» .

1 - Test Rapide d'Orientation Diagnostique

L'accueil à bas seuil d'exigence

► Pour la consommation de produits psychoactifs

Il s'agit d'un accueil inconditionnel visant non pas l'abstinence mais des pratiques sûres du point de vue sanitaire. La remise et l'échange de matériels de consommation stériles (seringues, aiguilles, etc.) en sont les exemples les plus illustratifs.

► Pour le travail du sexe

Il s'agit d'accueillir, d'accompagner, d'aider inconditionnellement les travailleur·se·s du sexe, que leur projet soit l'arrêt, ou pas, de cette activité.

La remise de matériels destinés aux pratiques sexuelles sûres (préservatifs masculins, préservatifs internes, gel, etc.) en est un exemple.

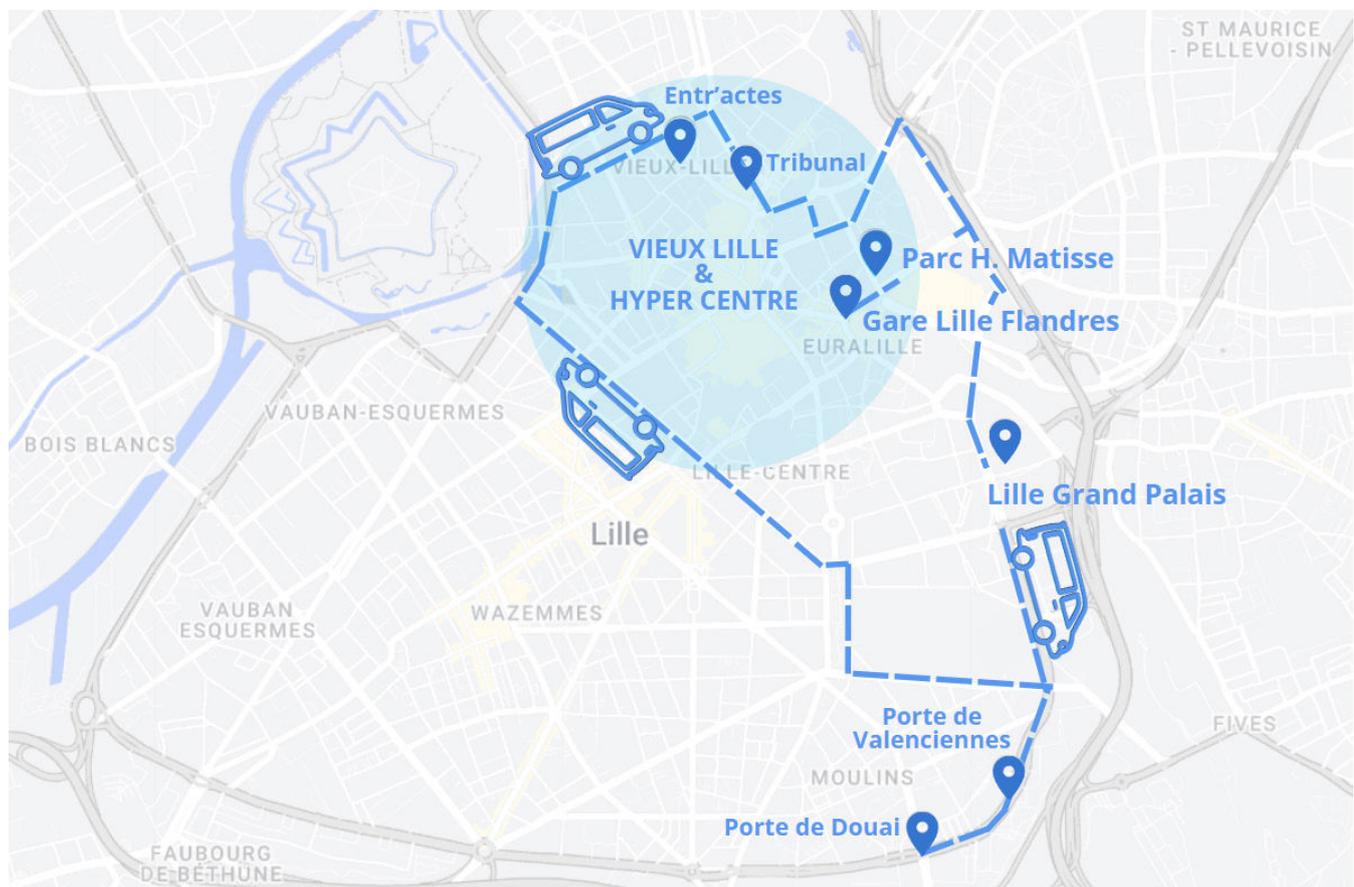
► Pour les mineur·e·s victimes de prostitution

En ce qui concerne les mineur·e·s, dans une démarche de Réduction des risques, excluant tout jugement quant à leur activité prostitutionnelle, il s'agit de les accueillir, de les orienter et de les accompagner dans la construction d'un projet de vie hors prostitution.

Nos lieux d'intervention

Historiquement le quartier du **Vieux Lille** et occasionnellement d'autres quartiers tels que le quartier de la **gare**, l'**hyper-centre** et **Lille Grand Palais**, etc. Depuis 2022, avec l'arrivée d'une animatrice réseau, le **travail numérique** sur Internet et les réseaux sociaux s'est considérablement développé.

Avec le projet « **Entr'Actes en mode mineur** », l'équipe parcourt **d'autres territoires du département**, dans le cadre de suivis de situations individuelles et à la demande de partenaires, afin de dispenser des formations ou des sensibilisations sur la thématique de la prostitution des mineur·e·s, ou directement auprès des jeunes placés en MECS¹.



¹ -Maison d'Enfants à Caractère Social

ENTR'ACTES

PUBLICS



**MODES
D'INTERVENTION
DIURNES ET/OU
NOCTURNES**



ACTIONS



MAJEUR-E-S

concernés ou non par l'usage
de drogues

MINEUR.E.S ET J.M

concernés ou non par l'usage
de drogues

Maraudes rue/antenne mobile

Interventions numériques

Accueils collectifs et individuel

Visites sur les lieux de vie

Formations et sensibilisation

RDRD sexo et usage de drogues

Accès aux droits

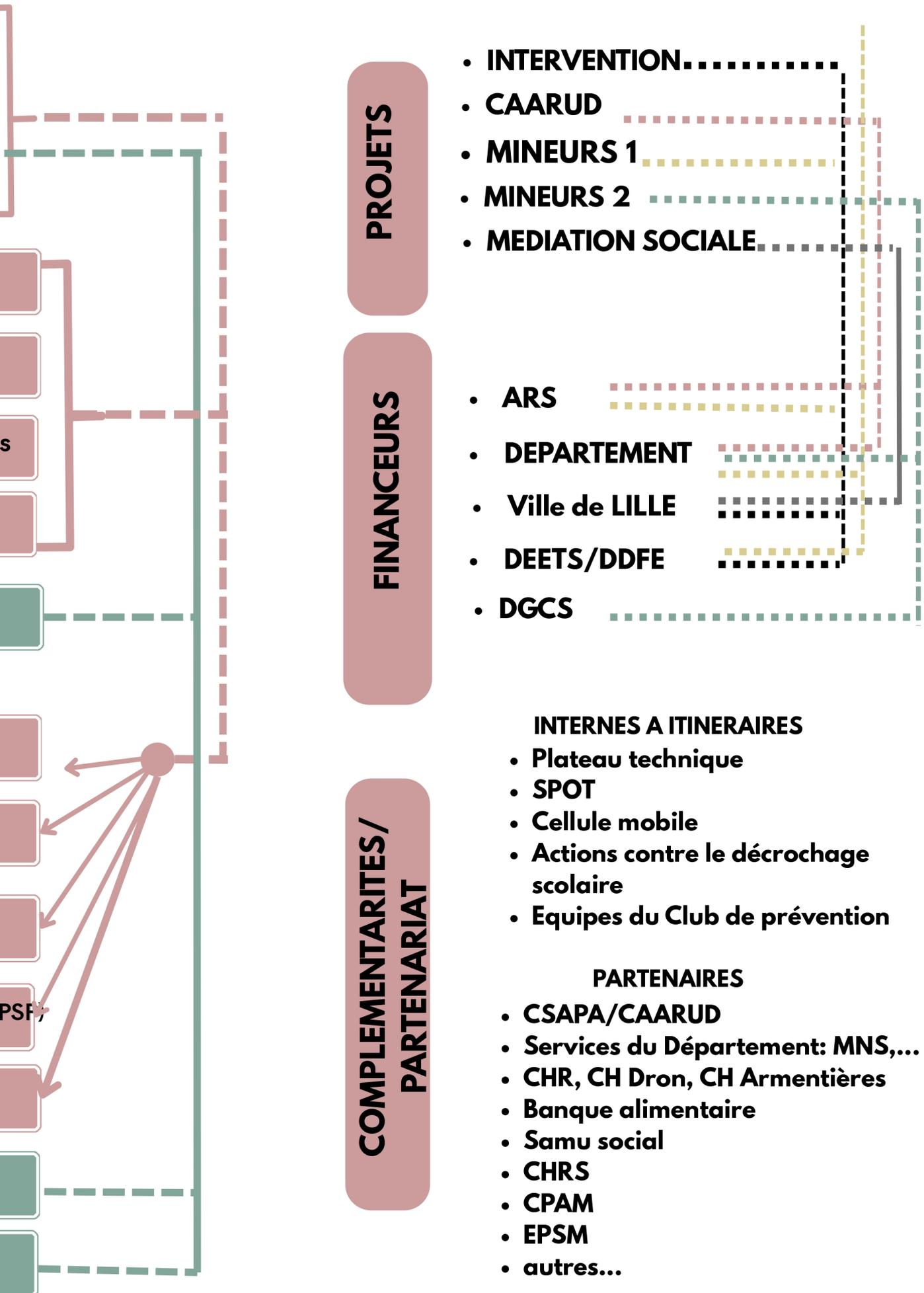
Accès aux soins et à la santé

Insertion sociale et professionnelle (

Médiation sociale

Formation / Sensibilisation des
professionnels

Intervention MECS/collèges



3. Fréquentation générale en 2024



7 600

contacts réalisés



632

personnes accueillies ou rencontrées
dont :

37 mineur·e·s
avéré·e·s

42 jeunes
majeur·e·s



4 847

contacts réalisés
en antenne mobile



1 854

contacts réalisés
au local



228

contacts réalisés
en travail de rue



117

contacts réalisés
via les maraudes numériques

En 2024, le service Entr'Actes a réalisé un total de 7 600 contacts, pour 632 personnes différentes accueillies et/ou rencontrées. Parmi celles-ci, 37 étaient des mineur·e·s avéré·e·s et 42 étaient des jeunes majeur·e·s. La diversité des modes d'intervention permet d'agir de plusieurs façons, via :

- L'**antenne mobile** et le **travail de rue**, qui permettent d'atteindre un public directement sur le terrain, en favorisant l'«aller vers».
- Le **local**, qui offre un espace d'accueil plus stable et sécurisé aux personnes accueillies.
- Les **maraudes numériques**, dispositif innovant qui facilite l'accès aux services pour les personnes isolées.



02. L'ACTIVITÉ CAARUD

1. Missions, objectifs et principes

Les missions d'un CAARUD

Les **Centres d'Accueil et d'Accompagnement à la Réduction des Risques pour Usagers de Drogues (CAARUD)** ont été mis en place en 2006. Ce sont des établissements médico-sociaux de première ligne en matière de réduction des risques.

Les missions d'un CAARUD, conformément au Code de la santé publique, sont les suivantes :

- 1- L'accueil collectif et individuel, l'information et le conseil personnalisé pour usagers de drogues.
 - 2- Le soutien aux usagers dans l'accès aux soins qui comprend :
 - l'aide à l'hygiène et l'accès aux soins de première nécessité, proposés de préférence sur place ;
 - l'orientation vers le système de soins spécialisés ou de droit commun ;
 - l'incitation au dépistage des infections transmissibles.
 - 3- Le soutien aux usagers dans l'accès aux droits, l'accès au logement et à l'insertion ou la réinsertion professionnelle.
 - 4- La mise à disposition de matériel de prévention des infections.
 - 5- L'intervention de proximité à l'extérieur du centre, en vue d'établir un contact avec les usagers.
- Les CAARUD développent également des actions de médiation sociale en vue de s'assurer une bonne intégration dans le quartier et de prévenir les nuisances liées à l'usage de drogues.

Objectif de la réduction des risques et des dommages (RDRD) en CAARUD

Veiller à réduire les risques et les dommages liés à la consommation de produits psychoactifs, aux addictions et à l'activité du travail du sexe.

Principes de la RDRD

- Le respect de la dignité de la personne, quelles que soient ses pratiques.
- L'illusion d'éradication des drogues ou de disparition de la prostitution est abandonnée au profit de stratégies visant à responsabiliser les usager·ère·s, à réduire les dommages et à promouvoir l'accès aux soins.
- Les interventions se situent en dehors de tout jugement moral et dans des domaines distincts de la répression et du contrôle.
- L'usager·ère est considéré·e comme expert·e.



NOTE DE SITUATION

Valentine* est accompagnée par notre service dans le cadre de ses activités prostitutionnelles et en raison de sa consommation de cocaïne basée (crack). Elle se présente plusieurs fois par semaine à notre local et y passe régulièrement quelques heures, pour subvenir à certains de ses besoins primaires, notamment en termes d'alimentation et d'hygiène.

La mise à disposition d'une machine à laver ainsi que d'un vestiaire solidaire - approvisionné en vêtements grâce aux dons - lui permet de laver ou de renouveler chaque semaine ses vêtements troués, usés ou non adaptés aux conditions météorologiques. La douche et les sanitaires présents au sein du local offrent également à Valentine, qui ne dispose pas de domicile par ailleurs, un accès précieux à l'hygiène et à la dignité.

Elle profite également de ses visites pour se reposer lors de longues siestes sur notre canapé.

Enfin concernant l'alimentation, en plus de la possibilité de prendre un repas chaud au sein du local, Valentine en repart régulièrement avec un colis alimentaire composé de denrées en provenance de la Banque Alimentaire.

Ainsi le local de notre service - en plus d'être un lieu d'accompagnement à la réduction des risques, de constituer un lieu de sociabilisation et de répit - s'avère être pour Valentine et beaucoup d'autres l'un des rares endroits où il est possible de subvenir à des besoins vitaux gratuitement, dans un cadre bienveillant, non jugeant et sûr.

2. Chiffres clés

La fréquentation du CAARUD



4 932

contacts réalisés
(soit 71% des contacts globaux)



384

personnes usagères de drogues

soit 60% de la file active

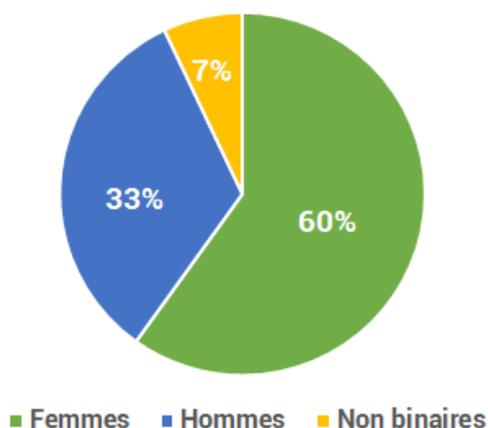


82

nouvelles personnes usagères de drogues

Caractéristiques du public usager de drogues accueilli en 2024

► Genre



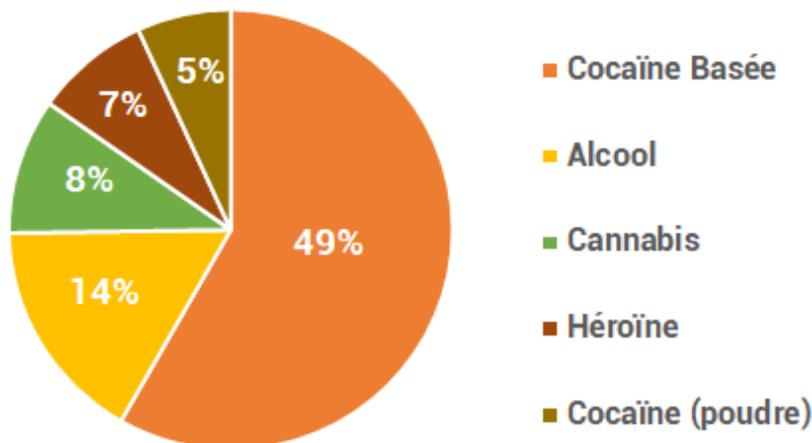
→ Les **femmes** représentent près de **60 %** de la file active des usagers de drogues accueillis.

→ En comparaison, les **hommes** constituent une proportion plus réduite, soit **33 %** de la population totale.

→ Parmi ces hommes, **102** individus (soit 80,3 % des hommes accueillis) **ne sont pas travailleurs du sexe**. Ces derniers sont souvent des résidents du quartier fréquentant le CAARUD dans le but d'accéder à du matériel de réduction des risques et des dommages (RDRD).

→ Par ailleurs, certains de ces usagers sont impliqués dans des activités liées au **deal** ou au **proxénétisme** et gravitent autour des travailleuses du sexe consommatrices.

* Pour des raisons de confidentialité, le prénom a été modifié

► Produits consommés¹

FOCUS

La RDRD liée à la consommation de cocaïne basée (crack)

Le service Entr'Actes a constaté une **part significative d'utilisateurs de cocaïne basée parmi les personnes accueillies**, représentant **49 % de la file active du CAARUD**. Il s'agit d'un public confronté à une grande précarité, à des situations d'addiction intense et à des vulnérabilités spécifiques (absence de logement et d'emploi, problèmes de santé importants, etc.).

Les conséquences de la consommation de cocaïne basée sont multiples : addiction forte, désocialisation, marginalisation, perte d'emploi, endettement, recours accru à la prostitution, troubles psychiatriques, surdoses non identifiées et complications physiques sévères telles que des problèmes pulmonaires. Ces impacts sont amplifiés par l'urgence des besoins (craving² immédiat, précarité alimentaire et logement), qui complique l'accès aux soins traditionnels ou aux dispositifs de réduction des risques.

Les travailleur·euse·s du sexe usager·ère·s rencontré·e·s par le service Entr'Actes se heurtent à des difficultés spécifiques, notamment un isolement accru et des pratiques à risque pour répondre aux exigences immédiates de la consommation. Malgré les efforts du service pour délivrer des outils de réduction des risques, comme les pipes en verre, les moyens restent limités face à une consommation en hausse et à un matériel coûteux.

L'équipe éducative et médicale s'efforce de répondre à ces défis par des actions adaptées et différenciées. **Toutefois, l'absence de traitements de substitution pour la cocaïne et le manque de lieux dédiés à une consommation à moindres risques mettent en évidence l'urgence de développer des solutions spécifiques.**

Ces constats, partagés lors de la réunion organisée par l'ARS³ Hauts-de-France en septembre 2024 par l'ensemble des acteurs de la RDRD, soulignent la nécessité d'un accompagnement renforcé pour ce public vulnérable.

Les principaux matériels de Réduction des Risques et des Dommages distribués en 2024

► Liés à l'usage de drogues

- Pipes à crack : **3 686**
- Grilles : **11 234** / Embouts : **4 818** / Cropeurs⁴ : **1 108**
- Feuilles aluminium : **1 410**
- Seringues (tous modèles confondus) : **518**

► Liés à l'activité prostitutionnelle

- Préservatifs masculins : **69 223**
- Lingettes désinfectantes : **16 988**
- Lingettes pour la toilette intime : **6 815**
- Gels lubrifiants : **11 899**

1- Une personne peut consommer plusieurs produits, la répartition se fait donc par produit posant le plus de problème à l'utilisateur.

2- Le craving (de l'anglais : « désir ardent, appétit insatiable ») représente une impulsion vécue sur un instant donné, véhiculant un besoin irrésistible de consommation d'un produit psychoactif et sa recherche compulsive ou encore l'application d'un comportement.

3- Agence Régionale de la Santé.

4- Outil de RDRD multiusage destiné aux inhalateurs, usagers fumant du crack/cocaïne basée.

FOCUS

Adaptation du matériel de RDRD pour les usagers de cocaïne basée

Le CAARUD Entr'Actes, conscient des vulnérabilités et des besoins des travailleur·euse·s du sexe usager·ère·s de cocaïne basée, a mené une **démarche participative** en recueillant leurs avis sur le matériel de réduction des risques actuellement proposé. Cette consultation, à travers la passation de questionnaires, vise d'une part à mieux comprendre les attentes et les contraintes de ce public afin de garantir une réponse adaptée à leurs réalités de consommation.

D'autre part, dans un contexte où le budget dédié à l'achat de matériel est limité, l'objectif du service est de **fournir des outils adaptés aux pratiques des consommateurs** tout en maximisant leur efficacité dans la réduction des risques. Par exemple, la distribution de pipes en verre, bien que cruciale pour limiter les risques de transmission des IST, VHC et VHB et les complications pulmonaires, reste confrontée à des enjeux de coût élevé et de disponibilité insuffisante face à une demande croissante.

Cette démarche s'inscrit dans la continuité des efforts du CAARUD pour accompagner un public vulnérable et souvent marginalisé. En lien avec la constatation selon laquelle **49 % de la file active d'Entr'Actes est constituée d'usagers de cocaïne basée**.



NOTE DE SITUATION

L'accompagnement d'une consommatrice de cocaïne basée

Sabrina*, une jeune femme de 41 ans, a été rencontrée pour la première fois par le service Entr'Actes en 2022 lors de maraudes à pied sur le territoire prostitutionnel. Travailleuse du sexe dans des bars à champagne en Belgique, elle venait régulièrement travailler dans le Vieux Lille.

Hébergée de manière précaire chez une amie et consommatrice de cocaïne basée en inhalation, elle a bénéficié d'un accompagnement axé sur la réduction des risques et des dommages, notamment par la distribution de matériel adapté. Sabrina exprimait souvent son souhait d'intégrer une cure, un projet pour lequel le service a su lui proposer une écoute et un accompagnement vers un CSAPA. Malheureusement, ce projet de soin n'a pas abouti car Sabrina préféra réguler ses consommations seule.

Ce n'est qu'en janvier 2024 qu'elle a intégré la cure de la Fraternité à Roubaix, suivie d'une post-cure à Seclin. Cependant, en février 2024, elle a quitté la post-cure avant son terme et s'est retrouvée dans une reprise de consommations de produits. Face à cette situation, Entr'Actes a intensifié son accompagnement social en la mettant en lien avec sa curatrice dans le Pas-de-Calais et en l'accompagnant sur le plan médical pour des douleurs thoraciques, avec plusieurs visites aux urgences.

Sabrina participe régulièrement aux permanences collectives l'après-midi ainsi qu'aux permanences petit-déjeuner destinées aux travailleuses et travailleurs du sexe, usager·ère·s des drogues, organisées le mercredi matin. Ces moments lui permettent de bénéficier des services de première nécessité (douche, vestiaire, laverie, cf focus) et de maintenir un lien avec l'équipe. Elle s'implique également dans les activités conviviales proposées, telles que les sorties collectives, comme une journée à la mer, ou les repas partagés.

Actuellement, Sabrina vit dans un logement autonome qu'elle sous loue après avoir été à la rue pendant plusieurs mois. Entr'Actes poursuit le travail avec sa curatrice pour un changement de curatelle, visant à l'aider à mieux investir cet accompagnement. En parallèle, le service a permis tout d'abord à Sabrina de bénéficier d'une domiciliation en mairie de quartier, puis de renouveler sa carte d'identité, et enfin de régulariser son attestation de sécurité sociale.

Cet accompagnement met en avant l'approche globale et individualisée du service Entr'Actes, qui, par une présence constante et des interventions adaptées, a permis de répondre aux besoins multiples de Sabrina.

* Pour des raisons de confidentialité, le prénom a été modifié



” NOTE DE SITUATION

Marc* : consommateur d'héroïne et de cocaïne

Le service Entr'Actes, dans le cadre de ses missions d'accompagnement social et de réduction des risques, a rencontré Marc, travailleur du sexe, en septembre 2022.

Agé de 32 ans, celui-ci a été contacté via les maraudes numériques réalisées par les professionnels du pôle Internet et Réseaux sociaux, avant de fréquenter les permanences collectives au local.

Lors de ce premier échange, Marc s'est présenté comme consommateur d'héroïne en inhalation et de cocaïne en sniff. Il était alors en situation de précarité, sans logement stable, privé du RSA¹, et sa seule source de revenus était issue de la prostitution.

Lors des premiers contacts au local, Marc a exprimé ses difficultés à accéder à un logement et l'absence de ressources financières. Entr'Actes l'a donc accompagné dans plusieurs démarches administratives et sociales : régularisation de sa situation pour l'obtention de la couverture sociale et du RSA, mise en place d'un suivi avec le CSAPA² Boris Vian pour un traitement de substitution, orientation et mobilisation vers un emploi à l'ABEJ Solidarité dans le cadre d'un contrat aidé.

Cette période a permis de renforcer le lien de confiance avec Marc, qui a pu évoquer de manière ouverte ses consommations de GHB³ et de 3MMC⁴ lors de soirées chemsex.

Après une période de stabilisation, Marc a sollicité

le service Entr'Actes car il était à la rue depuis deux mois. Le service a réagi rapidement en proposant une orientation vers le SAMU social via le 115 et le Sleep In pour une solution d'urgence ainsi qu'une inscription sur le dispositif SIAO⁵ pour l'accès à un logement durable.

Durant plusieurs mois, l'équipe d'Entr'Actes a poursuivi son accompagnement en structurant des démarches concrètes : proposition et mise en place d'une domiciliation à la mairie du Vieux Lille et constitution d'un dossier pour une demande en résidence sociale avec l'organisme ARELI. Marc a également continué à fréquenter les accueils collectifs et la permanence « P'tit déjeuner » du mercredi matin à Entr'Actes, bénéficiant des services essentiels tels que le vestiaire, la douche et les aides alimentaires.

Grâce à la prise en charge du service, Marc a pu intégrer une résidence sociale gérée par ARELI en août 2024. Pour garantir une continuité du lien, Entr'Actes a organisé plusieurs visites à domicile et reste un acteur essentiel dans son parcours vers une stabilisation durable.

Pour conclure, la situation de Marc illustre la plus value du service Entr'Actes, à travers une approche globale et individualisée, prenant en compte l'ensemble des problématiques de la personne. L'équipe éducative a su se montrer réactive face à l'urgence et proposer un accompagnement inclusif dans la durée.

* Pour des raisons de confidentialité, le prénom a été modifié

1- Revenu de solidarité active

2- Centre de soins, d'accompagnement et de prévention en addictologie

3- GHB (gamma-hydroxybutyrate) : dépressur du système nerveux central qui cause la somnolence et réduit le rythme cardiaque. Il sert à traiter les troubles du sommeil, mais peut être dangereux en cas d'abus.

4- La 3-MMC ou 3-méthylmethcathinone est une molécule synthétique dérivée des cathinones. Elle est stimulante et se présente principalement sous forme de poudre dont les propriétés sont similaires aux amphétamines. Elle fait partie du groupe des cathinones de synthèse, qui est une famille de NPS, pour «Nouveaux Produits de Synthèse».

5- Le SIAO, service intégré d'accueil et d'orientation est un service permettant la mise en réseau du dispositif d'accueil, d'hébergement, d'insertion et d'accès au logement des personnes sans abri, risquant de l'être ou mal logées.

3. La médiation sociale

Face à la complexité des situations rencontrées dans le quartier du Vieux Lille, l'équipe d'Entr'Actes mène des actions de médiation sociale. Ces interventions s'inscrivent dans une dynamique de proximité qui vise à répondre aux besoins des travailleur·euse·s du sexe usager·ère·s de drogues ou non, des usagers non concernés par la travail du sexe, des riverains, et des commerçants, etc.

Dans ce cadre, les actions de proximité menées à l'extérieur du CAARUD permettent d'établir un lien direct avec les différents protagonistes. Le CAARUD Entr'Actes, à travers les démarches de médiation sociale, œuvre à favoriser une cohabitation apaisée au sein du quartier tout en limitant les nuisances liées à l'usage de drogues (conformément aux missions définies par les articles R.3121-33-1 et suivants du Code de la santé publique, au bruit, à la propreté, etc).

Ces interventions visent à renforcer le dialogue et à promouvoir une meilleure compréhension des enjeux liés au travail du sexe et à l'usage de drogues notamment. Cette approche globale est essentielle pour maintenir un équilibre entre l'accompagnement des travailleur·euse·s du sexe, usager·ère·s de drogues ou non, le soutien des populations locales et l'apaisement des conflits.

Objectifs

Mettre en œuvre des actions de médiation entre les travailleur·se·s du sexe, les riverains et les clients, contribuant à l'amélioration et à l'apaisement du climat social dans le quartier.

- Modifier les comportements entraînant des nuisances (hygiène, bruit...).
- Susciter le dialogue entre les différentes parties.
- Améliorer la cohabitation entre les travailleur·se·s du sexe et les riverains (prendre en compte le sentiment d'insécurité lié à la prostitution et à ses corollaires).
- Réduire, par une forte présence sociale et des actions de médiation, les tensions.

Quelques chiffres

► Contacts réalisés dans le cadre de la médiation

- Travailleur·se·s du sexe : **83**
- Riverains / habitants / passants : **15**
- Commerçants : **10**
- Jeunes de quartiers, squatters : **40**
- Autres : police, mairie, Club de prévention : **23**

► Thèmes abordés

- Bruit : **20**
- Propreté / hygiène : **25**
- Violences / conflits / agressions : **65**
- Visibilité et usages de drogues : **35**
- Autres : présentation de l'association : **23**



FOCUS

Quand la médiation s'invite dans un squat près du tribunal

Durant l'année 2024, le service Entr'Actes a intensifié ses efforts de médiation sociale auprès d'une **population principalement masculine, consommatrice et revendeuse de drogues**, notamment de crack, dans le quartier du Vieux Lille.

Ces individus, qui fréquentent un nouveau squat situé près du tribunal, se distinguent par des comportements souvent marqués par une **grande violence**, particulièrement envers les travailleuses du sexe consommatrices qui gravitent autour d'eux.

L'équipe éducative s'est rendue sur les lieux lors de **maraudes** à pied afin d'aller à la rencontre de ce public et de **distribuer du matériel de réduction des risques** en lien avec la sexualité et l'usage de drogues.

Ces maraudes diurnes, à pied et parfois nocturnes en antenne mobile, menées par l'équipe éducative ont permis de constater une installation croissante de cette population sur le territoire, dans des conditions de **grande précarité**.

En se rendant aux abords de ce squat installé le long de la voie rapide, l'équipe éducative s'est efforcée de répondre à la demande de matériel de la part de ces hommes consommateurs parfois très violents, et ce faisant nous avons eu accès aux femmes **travailleuses du sexe usagères de drogues**.

En effet, l'intervention auprès des TDS, publics pour lesquels nous sommes missionnés, n'est possible qu'en observant une approche globale des usagers du squat intégrant les hommes.

Cela impose à nos équipes de redoubler de vigilance et de prudence lors de ces interventions.

Dans ce contexte difficile, le CAARUD Entr'Actes s'est inscrit dans une **dynamique de partenariat renforcée avec d'autres CAARUD de la métropole lilloise**. Cette collaboration vise à répondre efficacement aux besoins accrus en matériel de réduction des risques (notamment pipes à crack) et à favoriser des actions coordonnées pour protéger les femmes exposées à ces violences. Les maraudes inter-CAARUD permettent non seulement de distribuer ce matériel mais aussi d'assurer une présence régulière, essentielle pour apaiser les tensions et prévenir de nouveaux conflits.

Face à cette situation, la médiation sociale déployée par Entr'Actes constitue un levier crucial pour établir des liens avec cette population vulnérable tout en garantissant la sécurité des intervenants et des usagers.

4. Nos partenaires



03. LE PÔLE SANTÉ

1. Objectifs

- Améliorer l'accès aux soins en offrant des consultations infirmières et médicales.
- Prévenir les grossesses non désirées.
- Mettre en place des actions de prévention du VIH/SIDA, des hépatites et des Infections Sexuellement Transmissibles.
- Proposer des accompagnements physiques vers des structures de soins.
- Organiser des actions spécifiques sur des thématiques de santé (campagne de vaccination, de dépistage, etc.).
- Développer des projets visant à améliorer l'estime de soi afin de susciter les demandes de soins.

2. La permanence médicale

► Les chiffres 2024

- Permanences réalisées : **10**
- Personnes différentes vues / contactées : **21**
- Consultations réalisées : **21**

FOCUS

Le départ du Dr Jean-Claude GUICHARD

La permanence médicale a été marquée par le départ à la retraite du Docteur Jean-Claude Guichard en juillet 2024.

Depuis la création du service en 2002, le Dr Guichard s'est illustré par son engagement indéfectible, sa grande humanité, et son dévouement à la cause des travailleurs et travailleuses du sexe. Son investissement constant a été un pilier essentiel de notre action, et c'est avec une immense gratitude que nous lui rendons hommage pour ces années de service exemplaire.

Suite à son départ, la permanence médicale a dû être suspendue. Toutefois, le Dr Guichard continue de se rendre disponible à distance pour des avis médicaux, témoignant une fois encore de son attachement à notre mission. Nous lui adressons nos sincères remerciements pour son soutien précieux.

En 2025, le recrutement d'un nouveau médecin est en cours.



3. La permanence infirmière

► Les chiffres 2024

- **Nombre de contacts réalisés : 2543**, dont **1448** dédiées aux personnes usagères de drogues.
- **Nombre de personnes différentes rencontrées/contactées : 185**, dont **101** personnes usagères de drogues.
- **Nombre de consultations OUTREACH¹ NUMÉRIQUES : 450** (contre 280 en 2023).
- **Nombre de dépistages réalisés : 132**

La permanence infirmière est assurée par **Mme Baron Leroy, infirmière diplômée d'État** travaillant à temps plein au sein du service.

Son intervention se divise entre des consultations diurnes, réalisées au sein du cabinet médical, et des consultations nocturnes, effectuées via l'antenne mobile.

Ce dispositif permet d'offrir un accès aux soins aux travailleurs et travailleuses du sexe exerçant aussi bien en journée qu'en soirée dans l'espace public.



En 2024, une **forte hausse des consultations auprès des travailleurs et travailleuses du sexe exerçant sur Internet et les réseaux sociaux** a été observée.

Ce public, touché grâce aux maraudes numériques (voir la partie consacrée à Entr'Actes 2.0), bénéficie désormais d'un accès élargi aux soins, notamment via des services comme le dépistage, la vaccination, les consultations gynécologiques, etc.

L'augmentation du nombre de personnes contactées via les maraudes numériques témoigne de cette évolution. En effet, les travailleur-euse-s du sexe exerçant sur les plateformes numériques expriment souvent leur satisfaction de pouvoir aborder leurs pratiques sexuelles dans un cadre médical bienveillant. Cette opportunité leur permet d'accéder à des dépistages tout en abordant des problématiques sanitaires qu'elles préfèrent taire à leur médecin traitant, par crainte du jugement.

Mme Baron Leroy intervient aussi directement sur les lieux de vie des personnes (logements, foyers, squats), lorsque celles-ci ne peuvent pas se déplacer. Cette démarche renforce la proximité et la capacité d'accompagnement.

Grâce au lien de confiance établi avec les travailleurs et travailleuses du sexe, la pertinence de la permanence infirmière se confirme, offrant un service indispensable et adapté aux besoins spécifiques de ce public.

¹ - Outreach = aller à la rencontre des usagers, ici sur internet

 FOCUS

L'aller vers au service du dépistage

Depuis janvier 2019, le service Entr'Actes propose aux travailleur·euse·s du sexe un **dépistage rapide et démedicalisé du VIH (virus de l'immunodéficience humaine) et du VHC (virus de l'hépatite C)**. Grâce à un simple prélèvement capillaire effectué au bout du doigt, ce test permet d'obtenir un résultat fiable en moins de 30 minutes, offrant ainsi un accès facilité à la prévention et à la prise en charge précoce des infections.

En 2024, l'équipe éducative a réalisé **19 tests de dépistage rapide d'orientation diagnostique (TROD) VIH et 16 TROD VHC** dans le cadre d'une intervention **en antenne mobile** au plus près des usagers, sur les lieux de prostitution.

Ce dispositif constitue un outil essentiel pour accompagner les publics dans la connaissance de leur statut sérologique et favoriser l'orientation vers un suivi médical adapté si nécessaire.

Par ailleurs, le service Entr'Actes a élargi son champ d'intervention en répondant favorablement aux **sollicitations des centres pénitentiaires de Sequedin et d'Annoeulin**. Dans le cadre du **Sidaction**, des actions de sensibilisation et de dépistage ont été menées par l'équipe éducative auprès des personnes incarcérées, témoignant de la volonté du service d'aller à la rencontre des publics les plus vulnérables.



NOTE DE SITUATION

Soins, prévention et écoute : accompagner les travailleuses du sexe sur Internet

Clémence*, travailleuse du sexe exerçant sur Internet, a été rencontrée par Laura, une bénévole du service Entr'Actes, lors d'une maraude numérique sur un site de rencontres.

Orientée vers la permanence infirmière il y a environ six mois, Clémence cherchait des réponses à ses questions sur la contraception ainsi qu'un accès facilité à des dépistages médicaux. Attirée par la réactivité des consultations proposées, elle a rapidement débuté un suivi médical régulier.

Dans le cadre de ce suivi, des dépistages sont réalisés régulièrement, accompagnés, lorsque nécessaire, par la prescription de traitements pour des infections sexuellement transmissibles (IST). L'infirmière du service a également orienté Clémence vers la permanence gynécologique, où elle a pu se faire poser un stérilet. Ces actions illustrent l'importance du pôle santé comme lieu de prise en charge globale et adaptée.

Pour Clémence, le pôle santé est devenu un espace où elle peut se faire soigner tout en parlant librement de son activité sans craindre le jugement. Cette approche bienveillante a permis d'établir un lien de confiance qui favorise l'échange et l'adhésion aux suivis proposés.

En complément des dépistages, un point vaccinal est régulièrement réalisé. Clémence a ainsi entamé un schéma de vaccination contre le papillomavirus dans le cadre de son suivi médical. En parallèle, après une évaluation réalisée par l'infirmière, Clémence a été orientée vers la PrEP (prophylaxie pré-exposition), une mesure préventive adaptée à sa prise de risques régulière.

Grâce à la confiance qu'elle a développée avec l'infirmière, Clémence a également pu aborder ses difficultés liées à sa consommation d'alcool. Cette confession a conduit à une orientation vers le CSAPA¹ Boris Vian pour un examen FibroScan, réalisé au sein du local. Cet examen a marqué le début d'un accompagnement pour Clémence, qui n'imaginait pas bénéficier d'un suivi aussi complet au sein du pôle santé d'Entr'Actes.

A travers cette situation, nous pouvons constater que le pôle santé a répondu non seulement aux besoins médicaux de Clémence mais aussi à ses problématiques sous-jacentes.

* Pour des raisons de confidentialité, le prénom a été modifié

1- Centre de Soins, d'Accompagnement et de Prévention en Addictologie

4. La permanence gynécologique

► Les chiffres 2024

- Nombre de permanences réalisées : **25**
- Nombre de personnes différentes rencontrées auscultés: **45**
- Nombre de consultations réalisées : **70**
- Nombre de frottis réalisés : **14**

La mise en place de la permanence gynécologique s'est rapidement imposée comme une évidence pour le service Entr'Actes. La féminisation importante de notre public, combinée à la spécificité des pratiques liées au travail du sexe, justifie pleinement l'importance de cette consultation.

Il est important de noter que pour les travailleuses du sexe, et particulièrement pour celles qui sont également usagères de drogues, la santé n'est généralement pas une priorité. La gynécologie, encore moins, bien qu'elle soit essentielle pour prévenir des complications graves. C'est dans ce contexte qu'une consultation spécialisée en gynécologie a été mise en place pour répondre à ces besoins insuffisamment couverts.

Depuis 2022, **Mme Elodie HUBERT, sage-femme**, assure ces consultations deux fois par mois, à raison de deux heures par permanence. L'organisation repose sur une collaboration étroite avec l'infirmière du service, qui joue un rôle clé en amont. L'infirmière évalue les besoins de santé des patientes et les oriente vers Mme Hubert pour des consultations planifiées et en binôme.

Les motifs principaux de consultation reflètent des préoccupations variées mais essentielles en matière de santé féminine :

- **dépistage des cancers féminins** : un besoin primordial dans la prévention des pathologies graves ;
- **contraception** : pose de stérilets, prescription de pilules contraceptives, et conseils adaptés ;
- **examens gynécologiques** : incluant frottis, diagnostics et autres suivis médicaux.

La permanence gynécologique joue un rôle crucial dans la prise en charge de la santé des travailleuses du sexe. En offrant un service de proximité, accessible et spécialisé, elle contribue à sensibiliser un public souvent éloigné des structures de soins et s'inscrit ainsi pleinement dans notre mission de **réduire les inégalités en matière de santé**.





NOTE DE SITUATION

Lison* : un accompagnement médico-social global et personnalisé

Lison, mineure âgée de **17 ans**, est accompagnée par le pôle mineur du service Entr'Actes depuis deux ans.

Sa situation de grande vulnérabilité et ses besoins complexes ont nécessité la mise en place d'un **travail pluridisciplinaire** afin de répondre aux multiples aspects de sa prise en charge.

Sur le plan de la **santé sexuelle**, Lison présente des prises de risques régulières depuis plus d'un an. Elle oublie fréquemment sa pilule contraceptive, initialement prescrite par la sage-femme du service ce qui a conduit à la réalisation récurrente de **tests de grossesse** et de **dépistages d'infections sexuellement transmissibles** (IST).

Des résultats positifs pour la chlamydia et le gonocoque ont entraîné des prescriptions régulières de **traitements** ainsi que des dépistages de contrôle.

L'équipe a également travaillé avec elle pendant plusieurs mois sur l'acceptation d'une méthode contraceptive durable. Grâce au lien de confiance établi avec la sage-femme, Lison a accepté la **pose d'un implant contraceptif**.

De plus, son suivi médical a permis de finaliser son schéma vaccinal contre l'hépatite B, renforçant ainsi sa prévention santé.

En parallèle, les **troubles psychologiques** de Lison, marqués par des **tentatives de suicide fréquentes**, sont en grande partie liés aux **agressions physiques et sexuelles** dont elle a été victime. Ces traumatismes ont nécessité quelques **hospitalisations en psychiatrie**. Un **suivi psychiatrique** a été organisé en partenariat avec l'infirmière du **Centre Médico-Psychologique (CMP)** afin d'offrir un soutien psychologique adapté à ses besoins.

De plus, Lison présente des **consommations problématiques d'alcool et de protoxyde d'azote**, qui ont provoqué des symptômes neurologiques préoccupants. Grâce au suivi infirmier et au soutien constant de l'équipe, elle a pu débiter un **accompagnement spécialisé avec le CSAPA¹ Boris Vian** pour travailler sur ses addictions.

Enfin, un **suivi ophtalmologique et dentaire** a également été initié pour répondre à des problématiques de santé spécifiques, complétant ainsi une prise en charge globale.

L'intervention coordonnée entre différents professionnels, notamment la sage-femme, l'infirmière, les psychiatres, le CSAPA et le CMP, a permis d'établir un lien de confiance essentiel pour répondre aux besoins de Lison.

Ce travail pluridisciplinaire a été une étape très importante dans l'accompagnement de Lison pour l'aider à se stabiliser.

* Pour des raisons de confidentialité, le prénom a été modifié

1 - Centre de Soins, d'Accompagnement et de Prévention en Addictologie

5. Les activités complémentaires

	ATELIER SOCIO-ESTHÉTIQUE	ATELIER FIBROSCAN	ATELIER OSTÉOPATHIE	ATELIER MASSAGE
Objectifs	Proposer un temps de bien être physique et mental par l'esthétique	Diagnostiquer et dépister certaines pathologies du foie	Permettre l'accès aux soins ostéopathiques	Offrir un moment de bien être physique et mental par la massothérapie
Partenaires	Un temps pour soi Anne MARIACOURT	Le CSAPA Boris Vian Patrick DJOMBOUE	L'association OSTÉOPARTAGE Elodie BLOSSEVILLE	Adeline LEDUC
Nombre de permanences	11	5	7	8
Nombre de personnes différentes	20	16	14	16
Nombre de consultations ou séances	44	16	28	20



Anne MAURIACOURT,
socio-esthéticienne



Patrick DJOMBOUE,
CSAPA Boris Vian



Elodie BLOSSEVILLE,
association Ostéopartage



Adeline LEDUC,
masseuse

6. Nos partenaires



FOCUS

Accès aux soins : un partenariat essentiel avec la CPAM de Lille-Douai

Depuis juin 2022, la **Caisse Primaire d'Assurance Maladie (CPAM) de Lille-Douai** assure une **permanence mensuelle** au sein du local Entr'Actes afin de faciliter l'accès aux droits des travailleur-euse-s du sexe.

Ce temps dédié permet aux personnes, souvent confrontées à une grande précarité, de rencontrer un délégué social lors d'un entretien individuel d'environ 30 minutes. Ces échanges sont essentiels pour lever les freins administratifs liés à l'obtention de l'Aide Médicale d'État (AME), de la Protection Universelle Maladie (PUMA) ou au maintien de leurs droits à la couverture médicale.

En 2024, 25 travailleur-euse-s du sexe ont pu bénéficier de ces entretiens dans le cadre de six permanences, grâce au travail de repérage et d'orientation effectué en amont par l'équipe éducative.

L'identification des difficultés d'accès aux soins et la mise en relation avec la CPAM ont permis à la grande majorité des personnes reçues d'accéder à des soins et des traitements parfois vitaux.

Ce partenariat est un véritable succès, rendu possible par l'engagement des délégués sociaux, dont l'accueil bienveillant favorise une prise en charge adaptée.



04. L'ACCÈS AUX DROITS

Le travail du sexe et l'accès aux droits demeurent deux domaines que l'on a du mal à associer, en raison de la forte stigmatisation qui entoure le premier. Cette marginalisation engendre de nombreux obstacles pour les travailleur·se·s du sexe, les reléguant souvent en dehors du cadre des droits fondamentaux et du droit commun. Pourtant, ces dernier·ère·s doivent pouvoir bénéficier des mêmes protections et accompagnements que tout citoyen ou citoyenne.

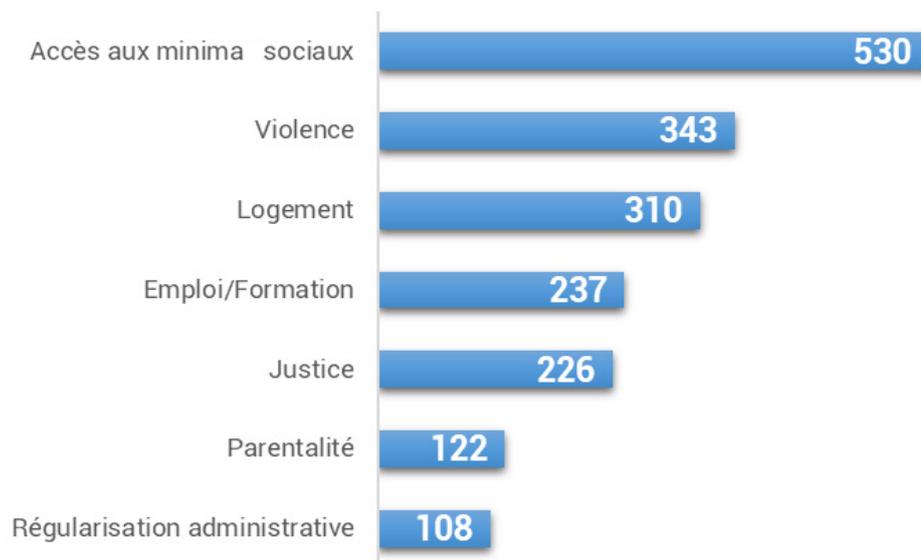
Dans ce contexte, le service Entr'Actes joue un rôle essentiel en œuvrant pour l'accès effectif des travailleur·euse·s du sexe au droit commun, quelque soit leur sexe, leur âge, leur orientation sexuelle, leur origine ou leurs pratiques sexuelles.

1. Objectifs

- L'accès à la couverture maladie.
- L'accès aux aides sociales : RSA¹, APL², etc.
- L'accès à la justice.
- L'accès au logement et la lutte contre les problèmes de logement
- L'accès à la régularisation administrative.
- L'accès à l'emploi et à la formation.
- L'accompagnement des personnes victimes de violences.
- Etc.

2. Chiffres clés

Nombre de démarches engagées et/ou abouties



Le graphique ci-dessus met en lumière les principaux domaines dans lesquels l'équipe éducative intervient pour accompagner les travailleur·euse·s du sexe vers l'accès aux droits.

Les chiffres montrent que **l'accès aux minima sociaux** est la première préoccupation, avec 530 démarches engagées. Ce chiffre élevé illustre l'importance de l'accompagnement vers les aides sociales telles que le RSA, l'AAH³ ou encore la CMU³, essentielles pour stabiliser des situations souvent marquées par la précarité.

1- Revenu de solidarité active

2- Aide personnalisée au logement

3- Allocation aux Adultes Handicapés

La question des **violences** apparaît comme un autre enjeu majeur, avec 343 interventions. Ces violences peuvent être physiques, psychologiques ou institutionnelles. L'accompagnement consiste alors à orienter les personnes vers des dispositifs de protection, des dépôts de plainte ou des associations spécialisées, afin de garantir leur sécurité et leurs droits.

La **parentalité** concerne 122 démarches, ce qui reflète la complexité des situations familiales que peuvent traverser les travailleur·euse·s du sexe. Le cas de Leandra, présenté ci-dessous, illustre ces enjeux :



NOTE DE SITUATION

Parentalité et soutien : l'accompagnement d'une jeune mère en situation de précarité

Leandra*, une jeune femme migrante, est maman d'un enfant de six ans. Elle est également enceinte depuis peu. Leandra travaille dans le milieu du sexe. Victime de proxénétisme par son conjoint et consommatrice de cocaïne, elle fait face à une situation personnelle et familiale complexe.

Le conjoint, sous surveillance policière, a été interpellé par la brigade de lutte contre le proxénétisme au domicile de Leandra. Placé en garde à vue, il a été auditionné. En parallèle, les services sociaux, informés de la situation, ont confié l'enfant à une pouponnière sur ordonnance de placement provisoire (OPP) pour garantir sa sécurité. Leandra a été convoquée au commissariat pour être entendue sur ses relations avec le mis en cause et être informée de l'OPP. Conscients de la difficulté de cette annonce, les policiers ont sollicité la collaboration d'Entr'Actes, service qui l'accompagne. Après confirmation que le nom d'Entr'Actes n'apparaîtrait pas dans la procédure et ne nuirait pas à la confiance que nous accordons la jeune femme, une éducatrice s'est rendue au commissariat pour la soutenir.

Bien que la présence de l'éducatrice n'ait pu changer la réalité du placement, elle a apporté un soutien moral crucial. Leandra, confrontée à une épreuve difficile, a exprimé sa gratitude pour cet accompagnement.

De leur côté, les forces de l'ordre ont également salué la collaboration, qui a permis de gérer cette situation de manière humaine et respectueuse.

Cette affaire souligne la nécessité d'une coordination entre acteurs sociaux et policiers, pour répondre aux besoins des travailleur·euse·s du sexe en grande vulnérabilité, tout en respectant leur dignité, et pour préserver le lien qui permet la poursuite du travail éducatif.

Cette situation souligne l'importance d'un travail coordonné entre les services sociaux et les forces de l'ordre pour garantir la protection des enfants tout en respectant les droits et la dignité des parents.

Les démarches liées à la **justice**, au nombre de 226, concernent principalement l'accompagnement dans les procédures judiciaires, qu'il s'agisse de dépôts de plainte, de protection contre les violences ou de défense des droits administratifs.

Le **logement**, avec 310 interventions, est également un sujet central. L'instabilité du point de vue du logement et/ou de l'hébergement est fréquente parmi les travailleur·euse·s du sexe, notamment en raison de discriminations ou de précarité financière. L'accompagnement consiste souvent à faciliter l'accès aux hébergements d'urgence, aux logements sociaux ou à éviter les expulsions. Nous pouvons également souligner que, depuis janvier 2024, le service Entr'Actes est prescripteur du dispositif SIAO (Service Intégré d'Accueil et d'Orientation) et orienteur vers le CHRS Corinne MASIERO, un hébergement à bas seuil dédié aux usagères de drogue.

La **régularisation administrative** représente 108 démarches, un chiffre plus faible que les autres catégories mais néanmoins crucial pour l'accès aux autres droits. Le parcours d'Héloïse, présenté ci-dessous illustre bien l'importance de cet accompagnement. Son témoignage met en évidence le rôle central que joue la stabilisation administrative dans l'accès à d'autres droits, tels que l'emploi, le logement et la protection sociale.

L'**accompagnement vers l'emploi et la formation** représente 237 démarches, démontrant l'enjeu que représente la réinsertion professionnelle pour les travailleur·euse·s du sexe souhaitant diversifier ou quitter leur activité. Ces démarches impliquent un accès aux formations professionnelles, un soutien dans la recherche d'emploi et un accompagnement dans le financement des formations.

* Le prénom a été modifié pour raison de confidentialité



NOTE DE SITUATION

L'évolution d'Héloïse* grâce à l'accompagnement d'Entr'Actes

Héloïse, une travailleuse du sexe brésilienne, est accompagnée par le service Entr'Actes depuis trois ans. Lorsqu'elle a rencontré l'association, sa situation était marquée par une grande précarité administrative et sociale. Bien qu'elle soit pacsée depuis dix ans avec son compagnon, elle ignorait ses droits en France et se sentait isolée : « *On n'avait pas beaucoup d'amis, on était isolés.* » Héloïse travaillait comme escort sur des plateformes en ligne depuis plus de douze ans, mais elle ne connaissait pas les démarches pour régulariser sa situation. Elle raconte avoir été contactée par le pôle Internet/Réseaux sociaux d'Entr'Actes par le biais d'un SMS sur son profil, une initiative qu'elle a trouvée intéressante et qui l'a encouragée à se rendre au local pour effectuer un dépistage : « *J'ai trouvé intéressant ce que l'on me proposait. J'ai gardé le SMS et, après, je suis venue pour la première fois pour la question sanitaire et le dépistage.* »

Très vite, Héloïse a bénéficié d'un accompagnement administratif essentiel. Grâce à l'intervention des éducatrices, elle a pu régulariser sa situation et obtenir son premier titre de séjour : « *Grâce à Entr'Actes, j'ai eu mon premier titre de séjour. Moi, toute seule, je ne sais pas si j'aurais pu réussir.* » Aujourd'hui, elle est en mesure de demander un titre de séjour de cinq ans, une avancée significative qu'elle attribue au travail d'Entr'Actes : « *Ils ont réussi à débloquer les problèmes. Toutes les questions bureaucratiques, administratives, c'est grâce à Entr'Actes.* »

Cet accompagnement a également permis à Héloïse de se projeter vers de nouvelles perspectives professionnelles. Bien qu'elle continue d'exercer ponctuellement comme escort, elle a suivi une formation de quatre mois en esthétique grâce à France Travail et aspire désormais à obtenir un CAP dans ce domaine : « *J'ai fait une formation l'année dernière pour faire de l'esthétique en 4 mois. J'ai beaucoup aimé. Maintenant, je dois faire un CAP.* » Cependant, des défis financiers freinent ses ambitions, ce qui la démotive parfois : « *La formation coûte cher et cela me démotive un peu car je n'ai pas l'argent.* » Malgré ces obstacles, Héloïse continue de rechercher des solutions pour financer son projet et s'éloigner progressivement du travail du sexe.

3. Le Parcours de sortie de prostitution : un levier vers l'insertion sociale et professionnelle

Un cadre législatif en faveur des personnes en situation de prostitution

Institué par la **loi n°2016-444 du 13 avril 2016**, le **Parcours de Sortie de Prostitution (PSP)** vise à renforcer la lutte contre le système prostitutionnel tout en offrant aux personnes concernées un accompagnement social et professionnel vers une alternative durable.

Ce dispositif repose sur deux axes principaux : d'une part, des **mesures répressives à l'égard des clients**, et d'autre part, des **dispositifs d'accompagnement** pour celles et ceux qui souhaitent sortir de la prostitution.

Un dispositif d'accompagnement adapté

Le PSP s'adresse à **toute personne victime de prostitution, de proxénétisme ou de traite des êtres humains à des fins d'exploitation sexuelle**, et désireuse d'accéder à des alternatives viables. L'accompagnement repose sur plusieurs volets :

- **Une aide financière (AFIS)** de 343,20 € par mois (contre 607 € pour le RSA), ce qui le destine en priorité aux personnes étrangères non éligibles au RSA.
- **Un titre de séjour provisoire de 6 mois**, renouvelable deux fois, ouvrant droit à l'exercice d'une activité professionnelle.
- **Un accompagnement social et professionnel**, assuré par une association agréée, en vue d'une insertion durable et de l'obtention d'un titre de séjour pérenne.

* Le prénom a été modifié pour raison de confidentialité

Les conditions d'éligibilité

Pour intégrer le Parcours de Sortie de Prostitution (PSP), les personnes doivent remplir les critères suivants :

- Être majeur·e.
- Être victime de prostitution, de proxénétisme ou de traite des êtres humains à des fins d'exploitation sexuelle.
- S'engager à cesser toute activité prostitutionnelle.
- Être accompagné·e par une association agréée pour l'élaboration et la mise en œuvre du parcours.

La procédure d'admission

L'entrée dans le PSP suit plusieurs étapes :

1. **Prise de contact** avec une association agréée pour évaluer la situation et la volonté de quitter la prostitution.
2. **Constitution du dossier** avec l'aide de l'association, précisant l'engagement de la personne et les objectifs du parcours.
3. **Examen en commission départementale**, qui se réunit deux fois par an et rend un avis sur la demande.
4. **Décision préfectorale** : sur avis favorable de la commission, le Préfet valide l'entrée dans le parcours pour une durée initiale de six mois, renouvelable jusqu'à 24 mois.

La mise en œuvre au sein d'Entr'Actes

Depuis 2017, l'association Itinéraires est habilitée par la Préfecture du Nord pour accompagner les bénéficiaires du PSP. Cette mission implique :

- L'élaboration et le suivi des dossiers de demande.
- Un engagement formel des bénéficiaires à ne plus exercer la prostitution.
- Un suivi personnalisé en vue d'une insertion durable.

Le bilan 2024 : un taux d'acceptation de 100%

En 2024, l'association Itinéraires a déposé :

- **2** dossiers de première demande
- **3** dossiers de renouvellement

Tous ont reçu un avis favorable, témoignant de l'efficacité du dispositif et de la reconnaissance du travail mené pour garantir l'accès aux droits des personnes accompagnées.



4. Partenaires



FOCUS

Notre partenariat avec la Banque Alimentaire au service des plus démunis

Dans le cadre de notre engagement solidaire et de notre mission de soutien aux personnes en situation de précarité, le service Entr'Actes a mis en place un partenariat avec la Banque alimentaire depuis quelques années. Ce partenariat vise à assurer la collecte et la redistribution de denrées alimentaires sèches, essentielles pour les bénéficiaires de notre structure.

Ainsi, une fois par mois, l'équipe éducative d'Entr'Actes se rend à l'entrepôt de la Banque Alimentaire, situé à SANTES, afin de récupérer les denrées mises à disposition.

Cette mission ne pourrait être accomplie sans le soutien des jeunes de Mistral Gagnant et du dispositif MAJ'YC d'itinéraires, qui participent activement à la collecte et au transport des denrées.

Cette coopération efficace permet d'assurer un acheminement rapide et organisé des denrées alimentaires, garantissant ainsi une distribution optimale aux bénéficiaires.

Une fois acheminées, ces denrées sont redistribuées sous forme de colis alimentaires aux travailleur·euse·s du sexe, souvent dans une situation de grande précarité économique.

Ce partenariat permet de :

- Lutter contre la précarité alimentaire en assurant une distribution régulière de denrées essentielles.
- Sensibiliser les jeunes de Mistral Gagnant et de MAJ'YC à l'entraide et à la solidarité.
- Renforcer les liens interassociatifs et favoriser une dynamique de coopération entre Entr'Actes, MAJ'YC et la Banque Alimentaire.
- Apporter un soutien concret aux travailleur·euse·s du sexe en situation de vulnérabilité.

En 2024, nous avons pu remettre **243 colis** auprès de **119 bénéficiaires**. Cela représente environ 3 708 kilos de denrées.



05. ENTR'ACTES 2.0

Ces dernières années ont été marquées par une expansion fulgurante du travail du sexe sur Internet et les réseaux sociaux. Face à cette évolution, les associations, y compris Entr'Actes, ont dû ajuster leurs approches pour maintenir un lien avec leur public, au risque de compromettre le contact avec une partie significative de ces populations.

En 2024, Entr'Actes a renforcé sa présence en ligne, étendant ses actions sur le web et les réseaux sociaux. Cette démarche vise à atteindre un nombre croissant de travailleur·euse·s du sexe, qu'ils·elles soient usager·ère·s de drogues ou non.

Par ailleurs, l'association a su adapter ses services d'accueil et d'accompagnement pour répondre aux spécificités et aux besoins variés de ce public, en développant des initiatives sur mesure.

1. L'activité sur Internet

Objectifs

- **La transmission d'informations portant sur :**
 - La Réduction des Risques liés à l'usage de drogues et aux pratiques sexuelles
 - L'organisation du service Entr'Actes
 - La gestion des situations exceptionnelles, dans le cadre de la mission de protection de l'enfance
- **Maintenir et renforcer le lien avec les personnes, plus particulièrement les mineur·e·s.**
- **Prospecter de nouveaux profils.**
- **Aller à leur rencontre par le biais de visites à domicile suite à un premier contact numérique, et/ou en les accueillant au local.**

Chiffres clés : l'importance des maraudes numériques



2 609

messages envoyés
sur les différents sites



287

réponses reçues : 11%



28

nouvelles personnes
accueillies au local



61

«colis du net»
expédiés

Au regard du nombre de message envoyé, le nombre de réponses reçues peut paraître faible. Cependant, il est en adéquation avec celui observé par les associations oeuvrant dans le même domaine qu'Entr'Actes dans les autres grandes villes françaises.

L'équipe dédiée au pôle numérique d'Entr'Actes, composée d'une **animatrice des réseaux sociaux**, d'une **éducatrice spécialisée** et d'une **bénévole**, réalise plusieurs fois par semaine des maraudes numériques sur différents sites d'annonces en ligne.

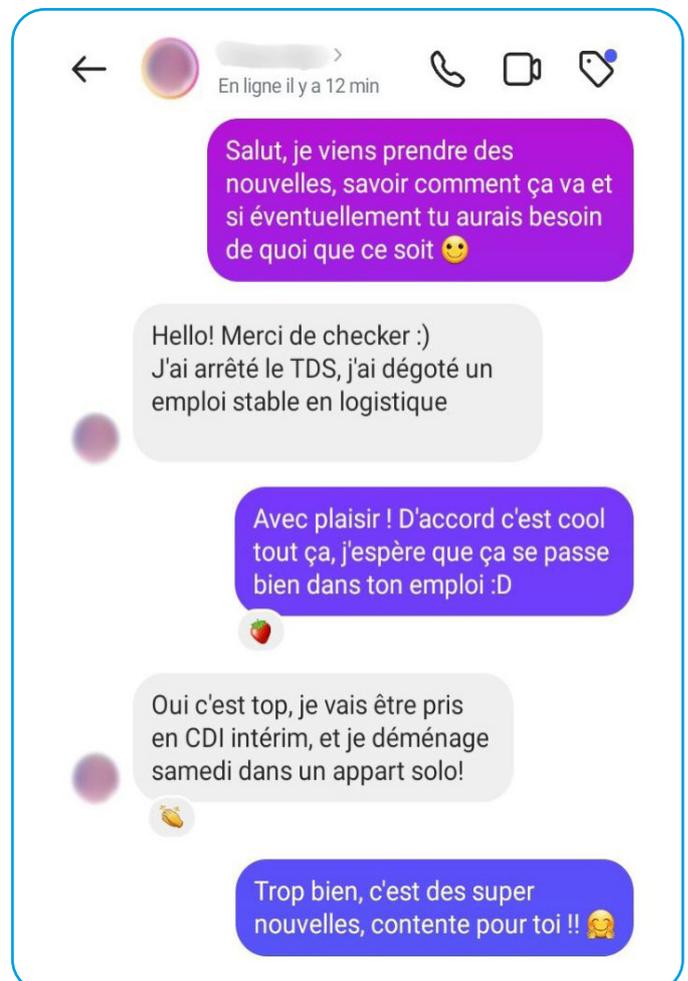
Ces maraudes virtuelles permettent d'aller à la rencontre des travailleur·euse·s du sexe et leur présenter les services médico-sociaux proposés par Entr'Actes.

À travers ces interventions, l'équipe informe sur les actions et les dispositifs disponibles, tout en offrant aux personnes concernées la possibilité de faire des demandes de **colis de réduction des risques liés à la sexualité et/ou à l'usage de drogues**. Ces colis peuvent inclure du matériel adapté comme le montrent les photos ci-dessous.



Une fois le premier contact établi dans cet espace virtuel, les personnes intéressées peuvent choisir d'être recontactées par téléphone pour un échange plus personnalisé. Si la confiance s'installe, elles sont ensuite invitées à se rendre au local d'accueil, où des possibilités d'accompagnement leur sont proposées en fonction de leurs besoins.

Cependant, il est fréquent que les travailleur·euse·s du sexe abordé·e·s dans le cadre de ces maraudes se montrent méfiant·e·s et hésitent à répondre immédiatement. Cela demande à l'équipe une démarche patiente et bienveillante pour instaurer un climat de confiance indispensable à l'établissement du lien.



Décembre 26, 2024

Bonjour, je m'appelle Cindy, je travaille dans une asso pour les escort.e.s du Nord (Entr'actes). Comment ça va ?
 Si tu as besoin d'écoute, c'est anonyme, et même pour les -18 ans !
 On est là pour toi : info, santé (infirmière), droit, aide alimentaire, envoi postal de matériel sexo et conso (capotes, gel...) – Tout est gratuit !
 On organise également des permanences au local où tu peux venir te poser et nous rencontrer.
 Tu peux nous trouver en écrivant : "itinéraires entr'actes" (sur Google & Facebook).
 Insta et TikTok : asso_entractes // Snapchat : entr.actes
 N'hésite pas 😊

10:45 ✓

Salut, je connaissais pas ce genres d'asso pourtant ça fait des années que je vis à Lille. Mais j'en parlerai à mes proches également.

Merci pour ce petit message bienveillant 😊

11:01

lundi 21 octobre 2024

Bonjour Bella, je m'appelle Chloé, je travaille dans une asso pour les escort.e.s du Nord (Entr'actes). Comment ça va ?
 Si tu as besoin d'écoute, c'est anonyme, et même pour les -18 ans !
 On est là pour toi : info, santé (infirmière), droit, aide alimentaire, envoi postal de matériel sexo et conso

Tout afficher >

16:45

Merci beaucoup Chloe

16:47

mercredi 6 novembre 2024

De rien, si jamais tu as besoin n'hésite pas à envoyer un message 😊

10:33

FOCUS

Les spécificités des personnes exerçant le travail du sexe sur Internet

Les travailleurs et travailleuses du sexe exerçant leur activité via internet et les réseaux sociaux que nous avons pu contacter et/ou rencontrer présentent des spécificités notables, qui influencent à la fois leur pratique et les besoins d'accompagnement qu'ils expriment. Ces spécificités reflètent une évolution des conditions d'exercice, mais également de nouveaux risques et opportunités propres à ce public.

La consommation de produits psychoactifs, souvent associée à un cadre festif, est une caractéristique marquante de ce groupe. Cependant, comparée à d'autres contextes, cette consommation est généralement moins fréquente et concerne des substances socialement plus acceptées, telles que l'alcool et le cannabis. Une partie de ce public semble également davantage engagée dans des démarches de soin suivies, facilitant ainsi les interventions préventives et curatives des professionnels.

L'un des facteurs pouvant faciliter cette dynamique de soin est la relative stabilité de leurs conditions de vie. Néanmoins, cette stabilité doit être nuancée et ne doit pas occulter les défis majeurs auxquels ces personnes font face. L'isolement social est particulièrement prononcé, du fait d'un exercice de la prostitution souvent solitaire, à domicile et de manière indépendante. Ce manque de lien direct avec leurs pairs accroît leur vulnérabilité, notamment en termes de mises en danger. En l'absence d'informations adéquates sur les pratiques professionnelles sécurisées, ces personnes peuvent adopter des comportements à risque, soulignant ainsi l'importance de promouvoir des espaces d'entraide et de partage communautaire.

Le public du travail du sexe en ligne se distingue par la nécessité d'un accompagnement spécifique pour prévenir les risques liés à l'isolement et pour encourager une approche communautaire et solidaire. En mettant en place des interventions adaptées, telles que des moments conviviaux, le service Entr'Actes s'efforce de réduire ces risques tout en répondant aux besoins d'un public souvent discret mais non moins vulnérable.

Ainsi, les spécificités de ce public appellent un accompagnement à la fois respectueux de leur autonomie et attentif à leurs besoins spécifiques.

FOCUS

L'apéro du net ou le bar TDS : un espace chaleureux et d'écoute pour les travailleur·euse·s du sexe du net

En 2024, l'équipe du pôle numérique s'est mobilisée pour répondre à un besoin spécifique exprimé par les travailleur·se·s du sexe exerçant leur activité sur le net. Ces derniers avaient partagé un sentiment profond de solitude lors de nombreux échanges avec les professionnel·le·s. En réponse à cette problématique, l'équipe a décidé de créer une initiative unique et adaptée : le Bar TDS, un projet porté par Laura, travailleuse pair et bénévole engagée au sein d'Entr'actes.

L'objectif principal de cette action est de rompre l'isolement auquel sont confronté·e·s ces personnes en créant des temps conviviaux d'échanges entre pairs. Ces rencontres permettent de :

- Favoriser l'insertion sociale grâce à de nouvelles rencontres,
- Offrir un espace sécurisé pour discuter des situations personnelles, des besoins et des droits,
- Renforcer les liens de confiance entre les participant·e·s et l'équipe éducative.
- Partager des pratiques de RdRD entre pairs
- Favoriser l'empowerment

Après une réflexion collective menée avec les personnes concernées, l'action a été officiellement lancée à la fin du mois de janvier 2024. Depuis, l'apéro TDS du net a eu lieu à 8 reprises, à raison d'une fois par mois, réunissant 33 personnes dans un cadre accueillant, bienveillant et sécurisant.

Ces rencontres permettent aux participant·e·s d'échanger librement sur leurs expériences et leurs pratiques communes sur le net. En créant cet espace de parole et de solidarité, le Bar TDS joue un rôle essentiel dans la lutte contre l'isolement et dans l'accompagnement des travailleur·se·s du sexe. Ces moments privilégiés renforcent également les liens entre les bénéficiaires et l'équipe, posant ainsi les bases pour un accompagnement personnalisé et respectueux des réalités vécues.

Le bar TDS incarne une démarche innovante et humaine, illustrant l'engagement d'Entr'actes à répondre aux besoins et demandes spécifiques des populations qu'elle accompagne.

Exemple d'invitation envoyée aux TDS sur Internet :

Coucou,
Nouvelle date pour le moment convivial entre travailleur·euse·s du sexe sur le net !! 🤗

👉 ça se passe au Bar «.....» (bar chill et discret)
📍 adresse (métro :)

On a réservé la salle en haut 😊 mais si tu préfères, je peux venir te chercher devant le bar, envoie-moi un SMS (numéro)

Le Mardi 1er octobre à 18h30

👉 On t'offre boissons sans alcool + tapas

Tu es intéressé·e ?

📧 [Nous ne communiquons cette info qu'aux personnes TDS du net avec qui nous avons déjà eu un contact ! Le bar n'est pas non plus au courant, mais il nous met à dispo une pièce qui permet de respecter la confidentialité de chacun·e]

Anaïs



NOTE DE SITUATION

Sortir de l'isolement et renforcer l'autonomie : l'impact de l'accompagnement d'Entr'Actes dans le parcours de Louis*

Louis, âgé de 30 ans, exerce le travail du sexe via internet depuis un an et demi. Originaire de la Réunion, il a rejoint la région lilloise après avoir vécu en région parisienne, où il avait commencé son activité de manière occasionnelle. Lorsqu'il a pris contact avec le service Entr'Actes, il se trouvait dans une situation d'isolement profond, liée à la nature même de son travail en ligne. Il exprime clairement ce besoin :

« *Quand on se lance, on est tout seul. On ne peut pas trop demander d'aide. Sinon, c'est compliqué. Tu te sens assez seul.* »

L'isolement, renforcé par le travail depuis son domicile et les interactions limitées aux clients, a été une première préoccupation pour Louis. Il décrit cette solitude par : « *Je suis hyper isolé en fait, parce que je suis derrière mon ordinateur. On ne voit pas grand monde. On n'échange pas beaucoup, sauf avec les clients.* » Ce sentiment a été amplifié par le tabou entourant son activité, le rendant incapable d'en parler ouvertement : « *Je ne peux pas parler librement de ma profession, parce que c'est un peu tabou.* »

Le premier contact avec Entr'Actes a été déterminant. Il s'est établi dans un cadre rassurant et respectueux via la messagerie privée dans le cadre des maraudes numériques réalisées par l'équipe. Ce qui a permis d'établir un lien de confiance : « *Les premiers échanges se sont faits uniquement par le site. Je n'avais pas donné mon numéro tout de suite.* » Louis a été invité à découvrir les activités proposées par Entr'Actes, comme le bars TDS, qui lui a permis de rencontrer d'autres travailleurs et travailleuses du sexe. Il en parle avec beaucoup de reconnaissance : « *On arrive là, comme on se connaît un peu tous maintenant, c'est un peu comme si j'allais voir des potes, des collègues. Ça fait du bien.* »

L'accompagnement du service Entr'Actes s'est ensuite centré sur ses besoins concrets, notamment en matière de santé sexuelle. Louis avait des difficultés à se rendre dans des laboratoires pour effectuer des dépistages en raison des jugements ressentis : « *Ce n'est pas évident d'aller en laboratoire, sans qu'on pose des questions ou qu'on te catalogue.* » Grâce à Entr'Actes, il a pu accéder aux dépistages dans un environnement bienveillant et découvrir des outils de prévention essentiels, comme la PrEP1 : « *J'en avais entendu parler, mais je ne m'y étais pas plus intéressé que ça. C'est vraiment à Entr'Actes qu'on a commencé à m'en parler.* » Il ajoute également avoir pris conscience de l'importance des vaccins contre les hépatites A et B, qu'il ignorait auparavant : « *Je ne savais même pas que les vaccins hépatite A et B existaient.* »

L'un des effets les plus marquants de l'accompagnement a été l'évolution de Louis dans sa pratique en tant que TDS. Les échanges collectifs lors des bars TDS lui ont permis de gagner en assurance et d'apprendre à poser des limites face aux clients : « *Je vais peut-être accepter moins facilement les rendez-vous qui ne me conviennent pas. Je dis non quand ça ne me convient pas.* » Il explique cette transformation comme un vrai gain de confiance en soi : « *J'ai carrément vu une évolution. Je suis un peu plus à l'aise. J'ose dire ce qui me convient ou pas.* » Cette capacité à s'affirmer est d'autant plus importante qu'il évoque les pressions fréquentes des clients pour des rapports non protégés : « *Les clients vont souvent demander des rapports sans préservatifs. Je ne peux pas toujours refuser, mais grâce à Entr'Actes, je prends mes dispositions.* »

Sur le plan personnel, Louis souligne les effets positifs de sa participation aux activités proposées par le service. Les moments conviviaux lui ont permis de renouer avec une forme de lien social et de s'ouvrir davantage aux autres : « *Le contact avec les autres est plus facile maintenant parce que je m'affirme un peu plus.* » Cette confiance retrouvée lui a permis d'aborder son activité auprès de sa famille : « *Le fait de participer au bar TDS m'a permis d'évoquer mon souhait d'en parler avec ma mère. Je me suis senti moins seul.* »

Enfin, Louis met en avant la qualité des relations avec les éducateurs, qu'il décrit comme essentielles pour sa mise en confiance : « *C'est un rapport horizontal, il n'y a pas de rapport de type prof à élève. Ça aide aussi.* » Ce rapport égalitaire et bienveillant a été pour lui un véritable moteur d'évolution, tant sur le plan personnel que professionnel.

La situation de Louis illustre clairement la plus-value des actions proposées par le service Entr'Actes. Grâce à une approche globale qui combine écoute, moments conviviaux et accès facilité aux dispositifs de santé sexuelle, Louis a pu sortir de l'isolement, renforcer son autonomie et améliorer ses conditions de vie. Comme il le résume lui-même : « *Ça m'a fait me sentir bien, plus à l'aise dans ma situation. Ça aide, franchement.* » L'expérience de Louis démontre l'impact positif d'un accompagnement adapté aux travailleurs et travailleuses du sexe, en répondant à leurs besoins spécifiques tout en favorisant leur empowerment et leur bien-être.

* Le prénom a été modifié pour des raisons de confidentialité

1- Prophylaxie Pré-Exposition : Médicament anti-rétroviral qui permet d'éviter l'infection par le VIH.

NOTE DE SITUATION

Héloïse* : rompre l'isolement avec les apéros du net

Dans la précédente partie, nous avons évoqué la situation d'Héloïse, travailleuse du sexe de nationalité brésilienne, accompagnée par le service Entr'Actes depuis 3 ans.

En parallèle de son accompagnement social et médico-social, Héloïse a participé activement aux apéros du net. Elle a trouvé au sein d'Entr'Actes un espace de convivialité et de socialisation qui a transformé son quotidien.

Les moments partagés lors des bars TDS et des activités collectives lui ont permis de rompre l'isolement et de tisser des liens avec d'autres personnes exerçant la même activité : *« Avec le bar, on a un peu de tranquillité et ça permet de se socialiser. On passe un bon moment avec des gens agréables. »*

Un événement marquant a été l'**organisation d'un repas brésilien**, où Héloïse a cuisiné et partagé des plats de son pays d'origine avec d'autres bénéficiaires. Elle décrit ce moment comme un tournant dans sa relation avec la communauté : *« Tout le groupe a aidé un petit peu. Une personne a coupé les légumes, une autre a mis la table. La convivialité s'est mise en place. Cela m'a fait très plaisir. »*

Les échanges avec l'équipe éducative ont également joué un rôle déterminant dans son évolution. Héloïse décrit les éducateurs comme accueillants, bienveillants et actifs : *« Tu sens que Entr'Actes est un endroit où tu peux être accueillie si tu as besoin, si tu as des difficultés. »*

Ce cadre sécurisant lui permet d'aborder ses problématiques personnelles sans crainte de jugement, tout en bénéficiant d'un soutien adapté à ses besoins.

Depuis son arrivée à Entr'Actes, Héloïse constate des évolutions significatives dans sa vie. Elle a pu régulariser sa situation administrative, se projeter vers une reconversion professionnelle et rompre son isolement social : *« Ma vie a beaucoup changé, tout d'abord au niveau des papiers. J'ai pu connaître mes droits et mes devoirs. »* Les actions d'Entr'Actes ont eu un impact direct sur sa capacité à retrouver confiance en elle et à envisager un avenir différent. Elle décrit l'association comme un espace de communauté, de confiance, d'accueil et d'égalité, où elle peut s'épanouir et se sentir soutenue : *« Communauté, confiance, accueil, détente et égalité entre les personnes. »*



* Le prénom a été modifié pour des raisons de confidentialité

2. Les réseaux sociaux

Objectifs

De manière générale, le travail réalisé par le service Entr'Actes sur les réseaux sociaux permet de rencontrer physiquement les personnes au sein du local d'accueil fixe, ou sur leur lieu de vie suite à un premier contact numérique.

Les réseaux sociaux constituent un outil essentiel pour :

- Communiquer sur les événements et les actualités du service
- Relayer des informations de prévention avec des photos et des vidéos
- Maintenir et renforcer le lien avec les personnes surtout les mineures
- Prospector de nouveaux profils

Chiffres 2024



434 abonnés (+ 17% par rapport à 2023)



975 abonnés (+ 22% par rapport à 2023)



230 abonnés (+ 14% par rapport à 2023)



213 abonnés (+ 137% par rapport à 2023)



50 publications réalisés

L'augmentation la plus significative concerne TikTok (+137%), résultat direct des efforts de remaniement stratégique du compte en 2024. Cette initiative visait :

- Une meilleure intégration des contenus avec l'algorithme de la plateforme.
- Une augmentation de la visibilité et de l'audience.

La forte croissance des abonnés (+137%) prouve que ces efforts ont permis à TikTok de devenir une plateforme clé pour atteindre de nouveaux publics, diffuser des messages de prévention et accroître la notoriété du service.

Instagram et Facebook continuent, quant à eux, d'afficher une croissance régulière, tandis que Snapchat montre une progression plus modérée.



FOCUS

Le tchat prévention auprès des jeunes

Les interventions dans les collèges auprès des classes de 4^{ème} et de 3^{ème} ont mis en lumière un phénomène préoccupant : **les jeunes sont exposés à des sollicitations sexuelles tarifées sur diverses plateformes et applications** (ex. : «Rencontre entre ados», «Movies Star Planète», «Chaata», «F3», «Bigo Live»).

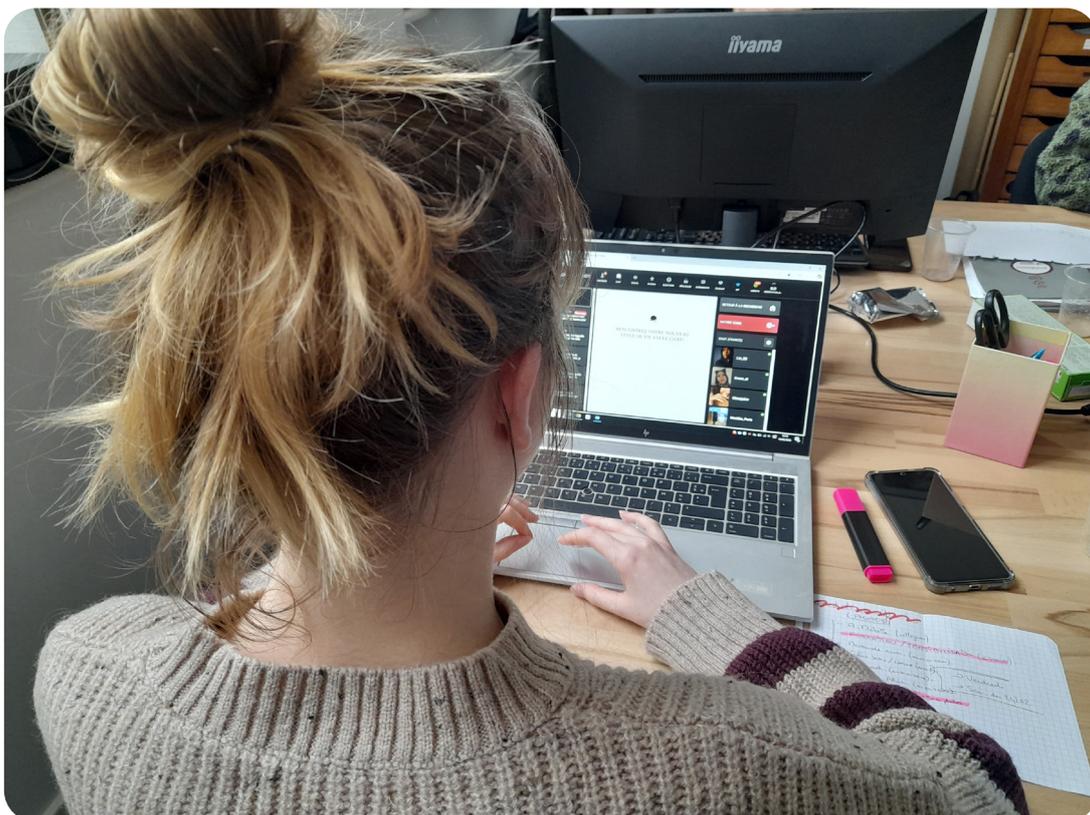
Face à cela, le service Entr'Actes, via son pôle numérique, a testé une **approche préventive** en envoyant 70 messages sur ces différentes plateformes contenant le texte suivant :

De manière globale, la démarche a été majoritairement bien accueillie par les jeunes qui ont répondu, soit **23% de réponses**.

Malgré une méfiance au départ, ils ont avoué avoir été rassurés par les échanges clairs avec l'équipe éducative.

La majorité des mineur·e·s a témoigné avoir reçu des sollicitations à caractère sexuel.

Face à cela, il est donc important de poursuivre et intensifier ces initiatives numériques, afin de sensibiliser les jeunes sur les dangers en ligne.



06. LA PROSTITUTION DES MINEUR·E·S

1. L'action «Entr'Actes en mode mineur» en 2024

Les axes de développement prioritaires de l'action fixés fin 2022 se sont poursuivis en 2024, à savoir :

- La formation des professionnel·le·s sur la thématique de la prostitution des mineur·e·s.
- Les sessions de prévention de la prostitution auprès des collégiens de 4^{ème} et 3^{ème}.
- Les maraudes numériques sur les sites internet et les réseaux sociaux.

Après avoir connu un démarrage difficile en 2023 liés à des financements erratiques d'une part et d'autre part à un intérêt mitigé des institutions pour lesquelles elles se destinaient, ces actions ont enfin pris leur vitesse de croisière en 2024. La formation des professionnel·le·s, tout autant que les sessions de prévention dans les collèges, rencontrent à présent un vif succès comme le montre le nombre d'intervention réalisées (voir le prochain chapitre) mais surtout l'évaluation qualitative effectuée par nos partenaires.

Du côté des maraudes numériques, leur intérêt se mesure au lien de confiance qu'elles permettent de créer ou de maintenir avec les jeunes. Le soutien financier apporté par les pouvoirs publics à ces interventions en témoignent.

A propos du numérique, la question de se résume pas aux maraudes effectuées depuis un PC, une tablette ou un smartphone. En effet, le numérique doit être appréhendé à travers les usages et mésusages des adolescents. Cela implique un contact de terrain, au plus près de ces jeunes utilisateurs, à savoir au sein des collèges. D'où notre intérêt de développer les animations scolaires, afin de sensibiliser ces jeunes.

Objectifs de l'action Entr'Actes en mode mineur

- Limiter l'ancrage des mineur·e·s et jeunes majeur·e·s dans la prostitution et les accompagner dans la réalisation de projets de vie hors prostitution.
- Réduire les risques et les dommages inhérents à l'activité prostitutionnelle et à l'usage de drogues, à son environnement, tant au niveau social que sanitaire.
- Contribuer à créer, recréer ou maintenir les liens entre les mineur·e·s et les adultes référents responsables.
- Prévenir les conduites prostitutionnelles des adolescent·e·s au collège ou confié·e·s aux MECS¹, notamment en lien avec l'usage ou le mésusage des réseaux sociaux.
- Former les professionnel·le·s de la protection de l'enfance, de la santé, de l'éducation nationale, etc., prenant en charge des mineur·e·s se prostituant ou en risque prostitutionnel.

Comment ?

→ En allant au-devant des jeunes se prostituant dans l'espace public ou au moyen d'Internet et des réseaux sociaux, de jour comme de nuit, afin de permettre la création, la restauration, le maintien d'un lien.

→ En prévenant, par une présence sociale forte dans l'espace public ou sur Internet, les situations mettant en danger les adolescent·e·s.

→ En dispensant des messages et conseils de prévention et de réduction des risques liés au VIH, aux hépatites et infections sexuellement transmissibles, à la consommation de drogues, aux pratiques sexuelles, aux grossesses non désirées, à la contraception.

→ En réalisant des groupes de parole ou des formations en direction de collectifs de jeunes sur le thème de la vie affective et sexuelle (collèges de la métropole, MECS, Accueil de jour, etc.).

→ En favorisant les pratiques de décroisement facilitant les actions partenariales indispensables à l'accompagnement de ce public.

→ En proposant aux partenaires institutionnels (Aide sociale à l'enfance, MECS, Clubs de Prévention) des formations sur les questions prostitutionnelles et/ou une démarche d'analyse de pratiques ou de ressources, en lien avec les mineur·e·s qu'ils accompagnent.

¹ - Maisons d'enfants à caractère social

2. Données chiffrées

La file active



118

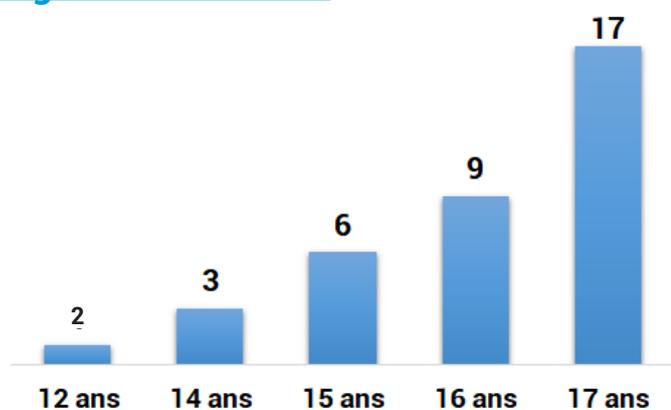
mineur·e·s et jeunes
majeur·e·s rencontré·e·s

La file active totale des mineur·e·s et jeunes majeur·e·s rencontré·e·s cette année est stable comparativement à 2023. Elle se décompose ainsi :

- 37 jeunes dont la minorité est avérée
- 42 jeunes majeur·e·s (moins de 21 ans)
- 23 jeunes dont l'âge reste à déterminer

Nous pouvons également souligner que sur les 37 mineur·e·s rencontré·e·s dont la prostitution est avérée, 9 ont fait l'objet d'un signalement de la part des référents sociaux de l'ASE, des MECS, ou des Clubs de prévention spécialisée.

L'âge des mineur·e·s



Sur les 3 dernières années, la classe d'âge la plus représentée est celle des 17 ans.

Cela ne présume pas de l'âge d'entrée dans la prostitution, qui est souvent antérieur?

Amorcé en 2023, le rajeunissement du public semble se confirmer cette année, puisque 2 mineures de 12 ans nous ont été signalées.

Le genre



35

filles



0

garçon



2

Filles transgenres

Les chiffres restent stables années après années, cependant ils ne présument pas de la réalité du phénomène prostitutionnel chez les garçons. En effet, cette activité, plus taboue chez les garçons que chez les filles, est peu visible dans l'espace public, où nous notre intervention se déploie principalement.

Les mesures d'assistance éducative

21 mesures simples

8 doubles mesures

4 sans mesure

4 diagnostics à affiner

En 2024, 29 mineurs accompagnés par Entr'Actes bénéficient d'une mesure d'assistance éducative (21 simples et 8 doubles), confirmant la tendance à l'augmentation des doubles mesures (de 6 en 2023 à 8 en 2024). Cette évolution souligne :

- la complexité des situations nécessitant des dispositifs croisés (placements et mesures à domicile par exemple) ;
- la reconnaissance par les juges et les professionnels que l'accompagnement des mineurs victimes d'exploitation sexuelle ne peut se limiter à une réponse éducative classique, mais exige une prise en charge renforcée.

Le fait que le nombre de jeunes sans mesure baisse (4 en 2024 contre 9 en 2023) traduit une meilleure mobilisation des services de protection de l'enfance et une reconnaissance plus forte des situations de danger. Face à cela, durant l'année 2024, le service Entr'Actes a su :

- mobiliser et coordonner une pluralité d'acteurs autour de situations complexes ;
- créer du lien entre des institutions aux logiques différentes (justice, santé, social, etc.) ;
- ancrer son action éducative dans un maillage solide, offrant aux mineurs des relais et espaces d'accroche variés ;
- s'appuyer sur les partenariats pour adapter au plus près les interventions éducatives : visites sur les lieux de vie, rencontres régulières avec les MECS, actions de terrain avec les équipes de notre association (Spot, Club, etc.).

La fugue



28

**mineur·e·s sur 37 ont
fugué au moins une fois
au cours de l'année**

Bien souvent, Ent'Actes n'a connaissance d'une situation de fugue que lors des premières prises de contact avec le partenaire. La transmission de l'information se raréfie ensuite lorsque l'accompagnement se prolonge. A ce stade, ce sont souvent les jeunes qui nous informent de leur situation de fugue.

Quoiqu'il en soit, ces fugues sont majoritairement longues, récurrentes et émaillées de prises de risques, tant sur le plan sanitaire, lié à l'activité prostitutionnelle ou à la consommation de produits psychoactifs, que sur le plan des dommages liés au contexte corrolaire à la prostitution.

Face à ce constat, nous ne pouvons que souligner l'importance du partage de ces informations avec l'ensemble des partenaires impliqués, fussent-ils ou non mandatés dans le cadre de la Protection de l'enfance.

Dans ce contexte, les espaces de première nécessité proposés par Ent'Actes (espace sanitaire, laverie, vestiaire, espace restauration) constituent bien plus qu'une réponse matérielle aux besoins de base. Ils représentent :

- un point d'ancrage concret et accessible pour des jeunes en errance ou en fugue, un lieu où ils peuvent «faire halte» sans condition ni jugement ;
- un levier pour maintenir ou recréer un lien éducatif, essentiel pour réintroduire la notion de prise en charge, de protection, et amorcer des réflexions sur la situation de danger vécue ;
- un espace et un temps d'échange propices à la prise de recul, facilitant le retour vers l'institution de Protection de l'enfance.

Ainsi, en 2024, **28 jeunes ont pu accéder, à 129 reprises, à ces services**. Ce chiffre illustre l'importance de ce dispositif dans la stratégie d'accompagnement. Ces passages, même ponctuels et espacés, permettent à l'équipe de «garder la trace» de jeunes souvent invisibilisés, de repérer les signes d'aggravation de leur état de santé, et de saisir des opportunités pour enclencher un travail éducatif, voire un relai vers d'autres partenaires.

La possibilité de se doucher, de laver ses vêtements, de se restaurer ou de se changer, peut paraître élémentaire, mais elle représente pour ces jeunes :

- une parenthèse de répit physique et mental, dans un quotidien rythmé par la survie ;
- un espace de réappropriation de soi et de son corps, mis à mal par l'exploitation sexuelle et les violences ;
- un moment de reconnaissance de leur dignité, sans contrepartie ni condition.

Ces services ont permis aussi à l'équipe éducative de travailler subtilement sur la temporalité des jeunes, en leur montrant qu'un lieu reste accessible, même dans la discontinuité des parcours.

Enfin, l'accès à ces services a permis à l'équipe de réaliser des observations essentielles pour :

- évaluer l'état de santé des jeunes ;
- mesurer l'intensité de la rupture ou de la dégradation de la situation ;
- créer des ponts avec les partenaires, en partageant des éléments de contexte ou en réactivant des signalements lorsque nécessaire.

► Hébergé·e·s par qui ?

- Clients : **4**
- «Ami·e·s» : **22**
- Pairs : **17**
- Famille : **9**
- Seul·e : **6**

► Hébergé·e·s où ?

Le recours à un **hébergement en appartement** ou plus exactement via une plateforme de location ne cesse de croître depuis 2021. En effet, les mineur·e·s recourant à ce type d'hébergement n'étaient que 4 en 2021, ils/elles sont désormais **19** !

Il faut rappeler que ce type de location nécessite l'implication d'un majeur pour pouvoir y recourir (contrat de location, moyens de paiement, etc.), il y a donc fort à parier que l'usage et la destination qui en sont faits relèvent de l'exploitation sexuelle des mineur·e·s.

L'usage des plateformes est très prisé par les proxénètes exploitant sexuellement les mineur·e·s. En effet, leur facilité d'accès, le faible niveau de contrôle des hébergeurs et la complexité pour les forces de l'ordre de repérer et de déterminer l'usage détourné des logements par leurs utilisateurs, favorisent ce fléau de la traite des êtres humains aux fins d'exploitation sexuelle.

1 - Sur les 28 mineur·e·s ayant fugué, seuls 13 nous ont été officiellement déclaré·e·s en fugue.

La consommation de produits psychoactifs



26

jeunes consommateurs
(hors tabac)

Dont **25 mineur-e-s**, **28 jeunes majeur-e-s** et **7 jeunes dont l'âge reste à déterminer**. Ils consomment un ou plusieurs produits en association, qu'il s'agisse de produits licites ou illicites (hors tabac).

Il faut toutefois noter une probable sous-déclaration des consommations, notamment s'il s'agit de produits illicites apparentés à des drogues dites «dures» ou fortement stigmatisantes car elles renvoient à l'image du toxicomane au physique marqué par la consommation.

Alcool	Cannabis	Cocaïne poudre	Cocaïne basée (crack)	Protoxyde d'azote	MDMA/ Ecstasy	Benzodiazépine	Héroïne	Kétamine
18	26	5	6	15	8	2	2	15

L'alcool et le cannabis restent, cette année encore, les produits « vedettes ».

Nos observations de 2023 se confirment : les consommations de cocaïne poudre et de cocaïne basée semblent s'installer durablement chez les mineur-e-s, confirmant ainsi la tendance générale observée pour les publics majeurs.

Concernant le protoxyde d'azote (15 contre 4 en 2023), là encore, son usage est très répandu chez les jeunes, qui le consomme quotidiennement, à intervalles rapprochés et à fortes doses. Les usagers de protoxyde s'exposent en plus à des complications sévères, parfois irréversibles, à une dépendance, à des atteintes neurologiques et neuromusculaires se manifestant par des douleurs, à des pertes de sensibilité et de force au niveau des membres, etc.

En 2024, nous observons aussi chez les mineurs une consommation de kétamine. C'est une première à Entr'Actes. Ce produit anesthésique provoque une modification de la perception de la douleur, une dissociation mentale et une amnésique temporaire.

La déclaration de consommation de substances est probablement sous-estimée, surtout selon leur statut légal : l'alcool est plus facilement avoué, car socialement accepté, alors que les substances plus stigmatisées le sont moins. Le protoxyde d'azote attire l'attention, en raison d'un usage excessif chez certains jeunes.

On observe chez les adolescents mineurs et les jeunes majeurs une consommation de cocaïne basée (crack), révélatrice d'une entrée précoce dans l'univers des drogues addictives. Ce phénomène, apparu ces dernières années, constitue un signal particulièrement préoccupant. Une réflexion est en cours avec les acteurs de l'addictologie et la Fédération Addiction (sous l'égide de l'ARS), portant sur l'usage de ce produit chez les consommateurs majeurs. Cela ne nous dispensera pas d'un travail sur la consommation montante des mineurs.

Face à ces constats, l'intervention des professionnel-le-s d'Entr'Actes s'inscrit dans une logique d'accompagnement global, qui dépasse la simple prévention des risques.

En 2024, **53 démarches éducatives spécifiques autour des consommations ont été réalisées auprès de 26 mineurs**, qu'il s'agisse d'entretiens de sensibilisation, d'information sur les risques ou d'orientation vers des dispositifs spécialisés.

Ces temps d'échange, souvent en individuel sur des temps diurnes ou nocturnes, ont permis de :

- recréer un espace de dialogue sécurisant, où la parole des jeunes peut se déposer sans jugement, condition indispensable pour aborder des consommations souvent dissimulées, en raison de la peur de la stigmatisation ;
- nommer et visibiliser les risques réels liés à ces pratiques, notamment les atteintes neurologiques liées au protoxyde d'azote ou les risques d'addiction lourde, avec le crack et la cocaïne ;
- déconstruire les représentations autour de la consommation, perçue à tort par certains jeunes comme un outil de «contrôle» de leur vécu ;
- travailler sur les stratégies de réduction des risques, même lorsque l'arrêt immédiat des consommations n'est pas envisageable pour le jeune.

L'équipe éducative se positionne ici comme un filet de sécurité, en maintenant un lien constant avec des jeunes aux trajectoires fortement marquées par la rupture et la défiance envers les institutions. Ce travail de proximité, sur la durée, a permis progressivement une réflexion chez certains mineurs, et parfois de les engager vers des parcours de soin ou de prise en charge plus spécialisée.

À travers ces 53 démarches ciblées, l'équipe éducative d'Entr'Actes affirme son rôle fondamental d'actrice de la prévention et de la réduction des risques auprès d'un public particulièrement vulnérable. Ce travail de fourmi, au plus près des jeunes, a permis de :

- prévenir les passages à l'acte les plus graves ;
- freiner l'installation de consommations problématiques.

Les dangers du protoxyde d'azote

Les usagers de **protoxyde** s'exposent en plus à des complications sévères, parfois irréversibles, à une dépendance, des atteintes neurologiques et neuromusculaires se manifestant par des douleurs, des pertes de sensibilité, une perte de force au niveau des membres, des troubles de la marche, une incontinence, des troubles psychiatriques, atteintes cardiaques et troubles de la fertilité.

Ces risques sont majorés quand le gaz est associé à d'autres substances psychoactives, en particulier l'alcool, les poppers, le cannabis ou les psychostimulants (source MILDECA).

Cette année, **15 mineures** accompagnées par Entr'Actes sont concernées, contre 4 l'année dernière !

► La consommation de tabac

24 mineures sur 37 en consomment. A la question posée du produit le plus problématiques pour elles, aucune ne cite le tabac !

L'accès aux soins

En 2024, dans la continuité de ces espaces de première nécessité, l'accès aux soins proposé par Entr'Actes constitue un autre levier essentiel pour maintenir un lien avec des jeunes en situation de grande précarité et d'errance, et confronté aux violences. Avec la présence d'une infirmière et la mise en place de consultations dédiées, le service a su proposer un cadre accessible, bienveillant et sans condition, permettant d'aborder des problématiques de santé souvent ignorées ou repoussées par les jeunes.

En 2024, **222 consultations** (en présentiel, par téléphone ou sur le lieu de vie des mineurs) ont été réalisées. Ce chiffre témoigne du travail d'approche mené au quotidien par l'équipe éducative et l'infirmière, pour amener ces jeunes, souvent méfiant·e·s ou en rupture avec toute forme de prise en charge, à accepter d'entrer dans un espace de soin.

Ces temps de rencontre ont permis d'aborder une diversité de problématiques, traduisant la complexité des situations vécues par les mineurs :

- **62 entretiens de Réduction des Risques (RDR)**, au cours desquels la question des consommations de substances psychoactives et des pratiques à risque a pu être travaillée de manière individualisée et sans jugement. Ces échanges ont parfois constitué une première étape vers une prise de conscience des dangers encourus.

- **17 dépistages** ont été réalisés, aboutissant à la détection de 5 cas positifs d'infections sexuellement transmissibles (IST), notamment le chlamydia et le gonocoque. Dans certains cas il a fallu plusieurs mois et de multiples relances pour que la jeune accepte de suivre le traitement que nous lui proposons.

- **127 consultations liées à la grossesse et la contraception** (parfois en lien avec la sage femme du service) témoignent d'une forte demande sur ces questions, souvent révélatrices des situations d'exploitation sexuelle. Ce chiffre illustre la pertinence de proposer un espace où ces sujets peuvent être abordés librement et de manière confidentielle.

- **45 temps d'écoute en première intention** ont été réalisés. Notons que dans leur continuité, un suivi psychologique s'avérerait indispensable. En effet, considérant les psychotraumatismes diagnostiqués, Entr'Actes ne dispose pas en son sein d'un poste de psychologue.

- **30 consultations «autres»** (dentaires, gastro-entérologiques, ORL) complètent ce tableau, rappelant que la santé globale de ces jeunes est souvent fragilisée et qu'il est crucial de pouvoir répondre à l'ensemble des besoins exprimés ou repérés.

Ces consultations, au-delà de l'acte de soin en lui-même, permettent à l'équipe de réinvestir la notion de «prendre soin», dans des parcours souvent marqués par la maltraitance et l'exploitation. Elles deviennent des espaces d'observation fine de l'état de santé physique et psychique, mais aussi des moments de reconnexion avec le corps et ses besoins, dans une dynamique de reconstruction et de réappropriation de soi.

Ce travail autour de la santé constitue ainsi une porte d'entrée précieuse vers un accompagnement plus large, permettant, dans certains cas, de réactiver des signalements, d'orienter vers des partenaires spécialisés ou d'ouvrir des perspectives de prise en charge plus durable.

Le lieu de la première rencontre entre l'équipe éducative et les mineur·e·s

► Les mineur·e·s

→ L'**ALLER VERS** (maraudes de rue à pied ou en antenne mobile) a été à l'origine d'une première rencontre avec **17 jeunes mineures**.

→ Le **local d'Entr'Actes** a permis une rencontre initiale avec **2 jeunes**.

→ Pour **5 mineures**, la première rencontre a été réalisée via **les réseaux sociaux et/ou les sites Internet**.

→ **13 mineures** ont été rencontrées au sein d'**établissements partenaires**.

► Les jeunes majeur·e·s

→ L'**ALLER VERS** a concerné **24 jeunes**. Ce mode de rencontre reste prépondérant.

→ Le **local d'Entr'Actes** est à l'origine de **4** premières rencontres.

→ Les **réseaux sociaux et les sites Internet** ont permis **14** premières rencontres de jeunes.

Les modes de prostitution connus *(plusieurs modes possibles pour une même personne)*

	Rue	Internet	Réseaux Sociaux	Bars (Belgique)
Mineur·e·s	18	17	19	2
Jeunes majeur·e·s	25	25	11	1

Constatée depuis plusieurs années, la **prostitution 2.0** est de plus en plus fréquente chez les jeunes. En effet, après un tassement en 2023, les chiffres sont repartis à la hausse. En témoigne cette comparaison, qui fait état de 24 mineures usant d'internet et des réseaux sociaux en 2023, contre 36 en 2024. Notons que cette hausse s'accompagne logiquement d'une diminution de la prostitution de rue : 18 mineures en 2024, contre 25 en 2023.

Cette mutation des pratiques reflète l'adaptation des jeunes aux nouvelles modalités de mise en relation et de «travail» dans un environnement numérique, plus discret, plus accessible et perçu par certains comme moins risqué, car moins exposé dans l'espace public.

Face à cela, l'équipe éducative a développé en 2024, auprès des **37 mineur·e·s**, des axes de travail éducatif sur :

- la déconstruction des représentations sur la prostitution numérique, souvent perçue comme moins dangereuse ou « contrôlable », lors d'entretiens individuels ou collectifs, abordant également les questions d'image de soi et de consentement numérique ;

- la prévention des risques spécifiques liés au numérique, liés à la diffusion non consentie d'images, et au chantage associé ;

- la création ou la recréation du lien éducatif, autour des besoins fondamentaux. L'équipe s'es appuyée sur les espaces sanitaires, la laverie et la restauration, comme des points d'entrée neutres et non stigmatisants, pour amorcer ou réamorcer le dialogue. A travers ces espaces, les professionnels ont pu capter des indices sur la situation du jeune et ouvrir des discussions sur les pratiques prostitutionnelles et les risques associés. D'ailleurs en 2024, **82 entretiens** ont été réalisés auprès de **34 mineur·e·s** sur cette thématique.

La construction d'un projet de vie hors prostitution

Dans la continuité de l'accompagnement à la réduction des risques, la construction d'un projet de vie peut être envisagée (cela n'exclut pas des possibles retours en arrière ou une poursuite des conduites à risques évoquées précédemment).

Dans ce cadre, **27 mineures** différentes ont sollicité les éducateurs pour les aider à construire un projet de vie hors de la prostitution. (une mineure a pu effectuer plusieurs demandes).

TYPES DE DEMANDES	NOMBRE DE MINEUR-E
Inscription en mission locale	2
Aide à la rédaction de CV	8
Aide à la rédaction de lettre de motivation	8
Aide à la recherche d'une remise à niveau	2
Aide à la recherche d'une formation	11
Aide à la construction d'un projet d'hébergement	7

Le fait que 27 mineures différentes aient sollicité Entr'Actes pour construire un projet de sortie de la prostitution est un indicateur fort de l'impact du travail de lien mené par l'équipe. Ces demandes ne sont ni automatiques ni évidentes de la part des jeunes, souvent en situation de rupture, de défiance vis-à-vis des adultes et des institutions.

Elles témoignent d'un début de réflexion sur un «après» possible, et d'une prise de conscience des limites ou des dangers de la prostitution. Souvent, le fait qu'une jeune puisse formuler plusieurs fois sa demande illustre la complexité de ces parcours et la nécessité d'un accompagnement éducatif inscrit dans la durée, capable d'accueillir les ambivalences et les allers-retours.

L'analyse des demandes reçues montre que l'équipe éducative d'Entr'Actes a su traduire l'objectif de «sortie de la prostitution» en actions concrètes et adaptées à chaque situation :

- L'accompagnement d'Entr'Actes sur le volet **insertion professionnelle et la formation** se traduit par la mobilisation de dispositifs classiques (**2 jeunes inscrites en Mission Locale**), un soutien personnalisé à la valorisation des parcours (**8 jeunes aidées pour leurs CV et lettres de motivation**), la prise en compte des besoins de remise à niveau (**2 jeunes**) et l'orientation vers des formations qualifiantes (**11 jeunes**), permettant aux mineures de se projeter dans un avenir professionnel et d'envisager une alternative concrète à la prostitution.

- En 2024, l'équipe éducative d'Entr'Actes a accompagné **7 mineures** dans la construction d'un projet d'**hébergement**, s'inscrivant dans le cadre de la Protection de l'enfance, en jouant un rôle de médiateur et d'interface avec les référents sociaux. Le service veille à faire remonter les besoins des jeunes, relancer les partenaires si nécessaire et garantir que l'hébergement soit une réelle solution de sécurisation du parcours, et non un simple placement par défaut.

Pour conclure, en 2024, l'accompagnement réalisé par le service Entr'Actes sur la construction de projets de sortie de la prostitution a permis :

- un repérage fin des besoins, au-delà de l'urgence ;
- un soutien dans la concrétisation de démarches d'insertion professionnelle et de formation ;
- une médiation active avec les services de Protection de l'enfance, pour sécuriser les parcours ;
- un accompagnement dans la durée, capable d'accueillir les rechutes et les hésitations inhérentes à ce type de trajectoire.



3. Partenariats

L'objectif premier du projet « Entr'Actes en mode mineur » consiste à **limiter l'ancrage des mineur·e·s et des jeunes majeur·e·s dans la prostitution et à les accompagner dans la réalisation de projets de vie, hors prostitution**. En ce sens, le partenariat s'impose comme la clef de voûte de cette action. En effet, si l'on veut limiter l'ancrage des jeunes dans la prostitution, il semble indispensable, dans le prolongement de notre action de terrain, de créer et de développer un solide réseau partenarial.

Ce dernier doit être en capacité de prendre le relais des éducateurs de rue d'Entr'Actes afin d'éviter que le territoire prostitutionnel devienne le point de fixation de la prostitution des jeunes.

→ **Réorienter et accompagner les jeunes vers des acteurs de la Protection de l'Enfance est un enjeu majeur.**

Les objectifs du partenariat

▶ Se faire connaître auprès :

- Des acteurs et institutions de la Protection de l'Enfance.
- Des professionnel·le·s de santé, de justice, du médico-social amené·e·s à prendre en charge des mineur·e·s se prostituant ou en risque prostitutionnel.



▶ Présenter l'action Entr'Actes en mode mineur

- L'éthique de son action :
 - Hors de tout cadre répressif.
 - Basée sur le respect de l'autre comme sujet.
 - Agissant hors de tout jugement moral.
 - Une action émancipatrice incluant la participation active des personnes.
 - Bienveillance.
- Ses principes d'intervention :
 - Anonymat.
 - Libre adhésion.
 - Absence de mandat nominatif.
 - Promotion des pratiques partenariales.
- Ses modes d'intervention, son territoire :

→ Aller vers les jeunes par un travail de rue régulier à pied ou en Antenne Mobile.

- Sur le lieu de l'activité prostitutionnelle, qu'elle soit physique ou virtuelle (Internet et réseaux sociaux).
- Une approche de Réduction des Risques liée à l'activité prostitutionnelle.
- Un accueil inconditionnel des jeunes sans exigence d'arrêt de la prostitution.
- La plus value de l'action
 - Réactivité et souplesse dans les prises en charge.
 - Une équipe pluridisciplinaire.
 - Une posture bienveillante.

▶ Susciter et promouvoir les pratiques partenariales

- Améliorer le repérage et la prise en charge des mineur·e·s se prostituant.
- Créer ou recréer du lien entre ces mineur·e·s et les acteurs de la Protection de l'Enfance.
- « Systématiser » les échanges d'informations, de signalements des situations des mineur·e·s se prostituant.
- Contribuer à la recherche de solutions personnalisées et adaptées à ces mineur·e·s.
- Soutenir et aider les professionnel·le·s face à une thématique complexe.
- Développer un réseau d'acteurs spécialisés dans l'accompagnement des jeunes.

07. FORMER ET SENSIBILISER

1. Formations et développement des compétences

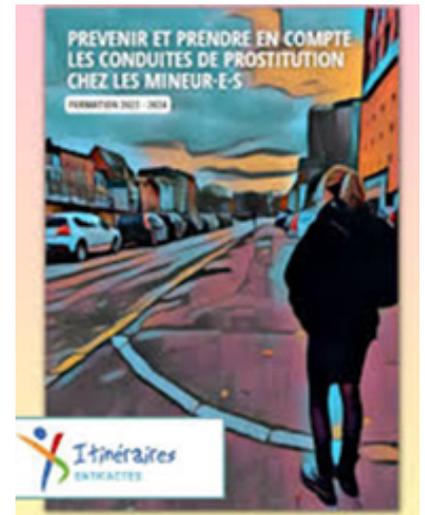
L'année 2024 marque une étape clé dans le renforcement et la diversification de nos actions de formation, avec un souci constant de répondre aux besoins exprimés par les professionnel·le·s et les structures partenaires, avec comme fil conducteur : « *L'important n'est pas de convaincre, mais de donner à réfléchir* ».

Formation en inter

Inscrite au catalogue de l'IRTS¹ sous l'appellation **Prévenir et prendre en compte les conduites de prostitution chez les mineur.e.s**, cette formation, ouverte à **tout·e professionnel·le du secteur médico-socio-éducatif et aux agents du Département**, a permis de développer des compétences spécifiques autour de la prévention et de la prise en charge des conduites prostitutionnelles chez les mineur.e.s.

Trois cycles de 4,5 jours ont été réalisés sur les sites de **Loos, Arras et Grande-Synthe**, réunissant **16 participant·e·s**.

Les retours sont unanimement positifs, mettant en avant la richesse des contenus, la diversité des intervenant·e·s (formatrice sexologue, éducateurs spécialisés, juriste, psychologue) et leur capacité à offrir des outils concrets et réutilisables dans la pratique professionnelle.



Formation en intra

Ces formations, organisées **à la demande d'institutions** comme le **Département**, en collaboration avec la **Déléguée aux Droits des Femmes et à l'égalité**, ou de structures telles que l'**ALEFPA**² et l'**AEP**³ de **Roubaix**, ont permis l'organisation de :

- **2 sessions de 4 jours pour les professionnels du Département** sur les territoires de **Sin le Noble** et de **Ronchin**. Cela a permis de former **23 professionnel·le·s** issus de milieux variés (PMI⁴, ASE⁵, police, associations).

- **1 cycle de 3 jours pour l'ALEFPA**, réalisé à **Valenciennes**, a permis à **11 éducateurs spécialisés** de renforcer leurs connaissances grâce à une approche systémique et des échanges riches. Deux autres sessions devraient être organisées durant l'année 2025 au sein de MECS⁶ de l'association.

- **3 cycles pour l'AEP de Roubaix**, étalés sur 2024-2025, ont débuté en septembre avec **18 participant·e·s** formé·e·s en 2024, soulignant l'intérêt pour des outils concrets, notamment des « phrases types » pour accompagner les mineur.e.s.

- **1 partenariat avec le Planning Familial**, dans le cadre de la formation intitulée **La prostitution à l'ère du numérique**, 2 sessions ont été réalisées, permettant de sensibiliser **12 professionnel·le·s** aux enjeux liés aux réseaux sociaux et à la prostitution sur le territoire de **Maubeuge**. En 2025, une nouvelle session sera organisée sur le territoire de Valenciennes.

En 2024, ce sont ainsi **80 professionnel·le·s** qui ont été formé·e·s sur 31 jours, répartis en 9 cycles, consolidant notre rôle d'acteur incontournable dans ce domaine.

1- Institut Régional du Travail Social

2- Association Laïque pour l'Education, la Formation, la Prévention et l'Autonomie

3- Association d'Education et de Prévention

4- Protection Maternelle Infantile

5- Aide Sociale à l'Enfance

6- Maisons d'Enfance à Caractère Social

2. Les sensibilisations

En parallèle des formations certifiées, des actions de sensibilisation plus flexibles ont permis d'atteindre un **public plus large**.

Ces interventions, adaptées aux attentes des commanditaires, se sont déroulées dans des structures variées telles que l'IRTS¹ de Loos et Grande-Synthe, l'IUT² de Tourcoing ou encore l'ENPPJ³ de Roubaix.

Au total, **314** professionnel·le·s ou futur·e·s professionnel·le·s ont été sensibilisé·e·s lors de **8,5 jours d'intervention**.

Les thématiques abordées couvrent les aspects sociaux, juridiques et psychologiques du phénomène prostitutionnel, avec des retours très positifs, mettant en avant l'interactivité et la pertinence des contenus proposés.



3. Les rencontres partenaires

Nos rencontres avec les partenaires institutionnels et associatifs sont essentielles pour renforcer notre réseau et faire connaître nos actions, notamment dans le cadre du projet « Entr'actes en mode mineur ».

- En 2024, nous avons organisé **7 rencontres**, mobilisant **170** professionnel·le·s. Ces échanges ont permis de consolider des collaborations avec l'UEMO⁴, la Maison des Ados, la MNS⁵ de Fives, l'ALEFPA⁶, ou encore le CRIAVS⁷.

- Nous avons également animé un **webinaire** avec l'ODPE⁸ en mars, abordant les maraudes de rue et les maraudes numériques, ainsi que les animations scolaires.

- En décembre 2024, un partenariat pluridisciplinaire avec le SPS⁹ de Roubaix et la Maison des Ados de Lille/Roubaix a donné lieu à une **journée thématique « Prostitution des mineur·e·s »**.

Celle-ci a réuni **40** professionnel·le·s, issu·e·s des différents services du Département et du milieu associatif. L'intérêt de renouveler ce type d'intervention est fondamental pour le service Entr'Actes.



1- Institut Régional du Travail Social

2- Institut Universitaire de Technologie

3- Ecole Nationale de la Protection Judiciaire de la Jeunesse

4- Unité Educative de Mesure Ouverte

5- Maison Nord Solidarités

6- Association Laïque pour l'Education, la Formation, la Prévention et l'Autonomie

7- Centre Ressource pour les Intervenants auprès des Auteurs de Violences Sexuelles

8- Observatoire National de la Protection de l'Enfance

9- Service Prévention Santé

4. Les animations scolaires

L'obtention de l'**agrément académique** en mai 2024 a permis d'**élargir notre champ d'action auprès des adolescent-e-s scolarisé.e.s dans les collèges** sur la thématique « **Jeunes et sexualité : les risques des réseaux sociaux** ».

Afin de réaliser ces animations scolaires, nous avons tout d'abord rencontré les chefs d'établissement, les infirmières scolaires, les CPE¹ et les équipes éducatives afin de leur présenter le service Entr'Actes et de les sensibiliser à la thématique de nos interventions.

Dans un second temps, nous avons proposé aux collégiens et collégiennes une intervention scindée en **2 temps** :

- **1 séance mixte sur les relations filles/garçons et l'impact des réseaux sociaux,**
- suivie de **2 heures en non-mixité sur l'usage des réseaux sociaux, le consentement, les violences sexuelles et l'identification de tiers de confiance.**

En 2024, nous sommes intervenus dans **3 collèges (Roubaix, Lille, et Tourcoing)**, touchant **266 adolescent-e-s** (141 filles et 115 garçons), réparti-e-s sur 14 classes, soit **28 interventions**.

Les retours sont très encourageants :

- 94% des jeunes se déclarent satisfaits, dont 70% très satisfaits, saluant notre approche bienveillante et non jugeante.
- 79% déclarent avoir appris des choses, notamment sur le consentement et les réseaux sociaux.

Nous avons également amorcé des partenariats pour **2025** avec **4 nouveaux collèges**, prévoyant de toucher environ **220 jeunes** supplémentaires.

Projets spécifiques :

- **Actions en MECS²** : grâce à un **financement de la CPAM³**, nous avons entamé des actions de prévention, sous le même modèle que les animations scolaires, dans **8 MECS de Lille et Douai**, avec des petits groupes de jeunes pour favoriser les échanges. Deux interventions ont déjà eu lieu auprès de **8 jeunes filles du foyer Roland**. Dans ce cadre, nous pouvons également valoriser les rencontres auprès des **équipes de 4 MECS**, soit **38 professionnel-le-s** rencontrés.

- **Collaboration universitaire** : en lien avec le service promotion de la santé de l'Université de Lille, nous avons travaillé sur la création d'une affiche pour sensibiliser les étudiant-e-s concerné-e-s par le travail du sexe et faire connaître le service Entr'Actes.

En 2024, un **stand de prévention au sein d'une faculté de l'Université de Lille** et la **participation à l'Assemblée Générale du Service Universitaire de Santé Etudiante** et des interventions ont permis de toucher environ **80 étudiant-e-s et professionnel-le-s**, avec une validation finale de l'affiche prévue en 2025.



1- Conseiller Principal d'Education

2- Maisons d'Enfants à Caractère Social

3- Caisse Primaire d'Assurance Maladie

4- Unité Educative de Mesure Ouverte

5- Maison Nord Solidarités

6- Association Laïque pour l'Education, la Formation, la Prévention et l'Autonomie

7- Centre Ressource pour les Intervenants auprès des Auteurs de Violences Sexuelles

8- Observatoire National de la Protection de l'Enfance

9- Service Prévention Santé

08. AMÉLIORATION CONTINUE DE LA QUALITÉ ET GESTION DES RISQUES

La démarche qualité, au cœur de nos préoccupations, est essentielle pour garantir un accompagnement de qualité aux usagers, tout en veillant à leur sécurité et leur bien-être. Cette démarche repose sur un principe fondamental : l'amélioration continue des pratiques. Elle permet d'adapter nos interventions en fonction des besoins évolutifs des usagers, tout en intégrant la gestion des risques afin d'identifier et limiter les situations dangereuses ou à risque pour les parties prenantes.

1. Objectifs principaux

- ▶ **Accompagnement des équipes** : permettre aux professionnels de questionner et d'ajuster leurs pratiques pour améliorer l'accompagnement des usagers.
- ▶ **Respect des droits des usagers** : assurer un cadre sécurisant et bienveillant qui respecte pleinement les droits des usagers
- ▶ **Gestion des risques** : identifier et réduire les risques potentiels, tout en mettant en place un suivi des incidents afin de limiter leur récurrence.

2. Réalisations 2024

→ **Promotion de la bientraitance** : l'association Itinéraires a engagé une politique active de promotion de la bientraitance, avec une formation spécifique pour deux membres de l'équipe, afin de renforcer les compétences sur ce sujet.

- **Sensibilisation à l'évaluation HAS (Haute Autorité de Santé)** :
- Temps de présentation avec les deux cadres du service autour de la procédure évaluative HAS.
 - Une présentation en équipe de la démarche a été proposée par l'assistante qualité.

→ **Renforcement des collaborations internes** : les échanges avec les autres services de l'association ont été intensifiés pour favoriser la logique de parcours et valoriser le partage d'expertise. À ce titre, une première formation a été organisée par le service Entr'actes, en partenariat avec la CPAM¹, sur l'accès à la couverture santé et la gestion des situations administratives irrégulières. Cette session a réuni une vingtaine de professionnels des services Club de prévention spécialisée et Entr'Actes.

→ **Valorisation de l'impact social** : un travail a été mené sur les indicateurs de notre action « Entr'Actes en mode mineur » afin de mieux valoriser l'impact social de notre action.

→ **Groupes d'Analyse de Pratique (GAP)** : des séances régulières sont mises en place pour favoriser la réflexion collective sur les problématiques spécifiques rencontrées dans l'accompagnement des usagers. Ces groupes ont permis d'identifier des pistes d'amélioration continue basées sur les retours d'expérience des équipes.

3. Perspectives 2025

L'année 2025 marque le lancement, en équipe, d'une démarche d'autoévaluation, soutenue par l'assistante qualité. Cette démarche, en réponse aux évolutions réglementaires, remplace les évaluations externes et internes par un processus d'amélioration continue de la qualité.

En parallèle, au niveau associatif, des groupes de travail ont été initiés pour réviser les procédures de gestion des plaintes et des réclamations, ainsi que la gestion des événements indésirables. L'équipe Entr'Actes est pleinement impliquée dans ce travail.

¹ - Caisse Primaire d'Assurance Maladie

Perspectives

Dans la continuité des engagements et des innovations portés par Entr'Actes, l'année 2025 s'annonce comme une période charnière, marquée par l'adaptation aux évolutions du terrain et la consolidation des actions existantes.

L'attention portée aux travailleur·se·s du sexe et aux usager·ère·s de drogues demeure une priorité, tout comme l'**extension des dispositifs d'accompagnement s'inscrivant dans le cadre de la protection des mineur·e·s et jeunes majeur·e·s en situation ou en risque prostitutionnel**.

L'augmentation constante de la file active des usagers de drogues représente un défi de taille qui nécessite des réponses adaptées. Dans cette optique, Entr'Actes souhaite consolider son dispositif de réduction des risques en élargissant la distribution de matériel spécifique et le développement de l'accès aux soins par la **création d'un poste de médiateur santé**. Les mineur.e.s ne sont pas épargné.e.s par cette problématique de la consommation de psychotropes. Pour tenter d'y répondre, Entr'Actes s'engage dans un **projet de partenariat porté par la CNAPE et la Fédération Addiction**, et dont l'objectif est de renforcer les liens entre protection de l'enfance et addictologie (**projet SICAPE**).

La consolidation des maraudes numériques sur internet et les réseaux sociaux passe par une adaptation constante aux incessants changements opérés sur la toile (disparition/apparition de sites, nouveaux réseaux utilisés par les jeunes, etc.). En ce sens, nos interventions auprès des jeunes collégiens s'avèrent être une formidable source d'information quant aux nouvelles tendances prisées par la jeunesse et dont nous nous inspirons. Parallèlement, la sensibilisation des professionnel·le·s à la prostitution des mineur·e·s et la prévention primaire dans les collèges et MECS poursuivent leur cours, confirmant l'intérêt croissant pour ces actions en dépit de financements insuffisants ne nous permettant pas de couvrir la demande.

L'accès aux droits demeure un enjeu central, avec un **accompagnement intensifié vers l'hébergement et le logement**. A cet effet, Entr'Actes est, depuis cette année, **prescripteur du dispositif SIAO (service intégré d'accueil et d'orientation)** et orienteur vers le CHRS C.MASIERO (un hébergement à bas seuil dédié aux usagères de drogue). En matière de réinsertion sociale et de régularisation administrative, Entr'Actes mène une réflexion aux côtés de l'Etat sur le dispositif de parcours de sortie de la prostitution pour lequel il est agréé.

Face à un contexte financier incertain, maintenir cette dynamique d'innovation et d'adaptation sur la diversité des activités que nous menons représente un défi majeur. Pourtant, Entr'Actes reste déterminé à poursuivre son engagement en faveur des publics accompagnés, convaincu que la réactivité, la proximité et la co-construction avec les personnes concernées sont les clés d'une action efficace et durable.

Vincent DUBAELE,
Directeur du service Entr'Actes

et

Leila ITOUMAINE
Chargée de mission



Itinéraires

ENTR'ACTES

Acteur lillois de lien et
d'innovation sociale



Prévention du décrochage scolaire et social

Proposer une solution
à chaque jeune en
situation de décrochage

Insertion professionnelle

Favoriser les conditions
d'une insertion
professionnelle durable

Présence dans les quartiers

Tisser du lien social
avec les jeunes et leur
famille dans leur quartier

Réduction des risques

Accompagner les
travailleurs·se·s du sexe
et les usager·ère·s de
drogues

Prévention de la radicalisation

Soutenir et accompagner
les familles et les jeunes

Contact Entr'Actes

10 rue du Metz, 59000 LILLE

Tél : 03 20 55 64 66

Port : 07 61 51 99 86 - entractes@itineraires.asso.fr

Siège d'Itinéraires :

8 rue du Bas Jardin, 59000 Lille

Tél : 03 20 52 11 00

contact@itineraires.asso.fr

www.itineraires.asso.fr



AGENCE
NATIONALE
DE LA COHÉSION
DES TERRITOIRES

